REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Ex-URSS

LE CAPITALISME ENTRAINE L'HUMANITE DANS UN CHAOS SANGLANT

C'est sur une nouvelle accélération brutale de l'histoire que vient de s'achever l'année 1991 : l'URSS, ce gigantesque Etat capitaliste qui fut pendant plus d'un demi-siècle la deuxième puissance mondiale a été définitivement rayée de la carte du monde le 21 décembre avec la création de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) au sommet d'Alma-Ata. Depuis deux ans, les évènements qui ont secoué l'ex-empire soviétique, la rapidité vertigineuse avec laquelle ils se sont succédé, n'ont cessé de mettre en relief l'extrême gravité de la nouvelle situation historique ouverte avec la fin de la "guerre froide". Le monde capitaliste entre aujourd'hui de plain pied dans une ère nouvelle, une ère où les convulsions qui continuent à ébranler l'ex-URSS vont avoir des répercussions catastrophiques sur l'ensemble de la planète.

LA CEI, C'EST LE DECHAINEMENT DU "CHACUN POUR SOI"...

"L'Union Soviétique n'est plus. C'est une victoire pour la démocratie et la liberté. Nous sommes ce soir devant un nouveau monde d'espoirs et de possibilités pour nos enfants." (Discours de G. Bush, le 25 décembre.) Le jour même où la bourgeoisie française s'efforçait, elle aussi, de nous rassurer en déclarant que "grâce à la CEI, on voit apparaître une véritable organisation alors que l'on pouvait craindre que les choses partent dans tous les sens et qu'à l'ancienne union se substitue le chaos" (R. Dumas, sur TF1, le 21/12), James Baker affirmait, quant à lui, clairement la perspective: "Ce Commonwealth n'a que de faibles chances de survie et les USA vont finir par traiter avec des nations souveraines et indépendantes. Au lieu de traiter avec un ministre des Affaires étrangères, il y en aura douze. L'accord économique ne durera pas car tous les Etats vont adopter leur propre politique de réforme et leur propre monnaie"

Malgré ces déclarations contradictoires, toute la bourgeoisie occidentale n'a pu masquer son inquiétude face à la liquidation de ce qu'il restait encore de l'ex-Etat soviétique à la veille du sommet d'Alma-Ata.

Il ne fait aujourd'hui aucun doute pour personne que la dynamique qui a précipité l'effondrement de l'ex-bloc de l'Est et l'éclatement de l'URSS elle-même ne pouvait que se poursuivre jusqu'à son terme : le démantèlement de toutes les structures politiques et économiques de cette ancienne puissance. En ce sens, la CEI ne pouvait en aucune façon représenter une quelconque tentative de recoller les morceaux d'un Etat qui a volé en éclats, encore moins de reconstituer un centre pour freiner le chaos dans cette région du monde. Au contraire, la création de cette prétendue "Communauté" des Etats Indépendants ne pouvait que porter avec elle l'exacerbation des rivalités économiques, politiques et militaires entre les différentes républiques signataires des traités de Minsk et Alma-Ata car les fondements sur lesquels s'est constituée cette CEI étaient pourris dès le début. C'est bien ce qu'a révélé le sommet d'Alma-Ata qui s'est clos sur un flou général concernant toutes les questions centrales en débat, et où les douze républiques n'ont pu se rejoindre que sur un seul point : la volonté de se débarrasser de l'ancienne structure étatique dont Gorbatchev était le dernier représentant. Sur de telles bases, il était évident que le "tous contre un" ne pouvait déboucher que sur le déchaînement du "chacun pour soi", une fois l'objectif commun réalisé. Ainsi, le second sommet de Minsk, qui devait trouver un compromis sur les questions militaires, s'est révélé être une véritable foire d'empoigne entre les différents gangsters de la CEI et ce n'est que sous la pression du grand caïd américain qu'a pu être finalement décidée l'unicité du contrôle des armements nucléaires en même temps que leur non-dissémination. En réalité, la création de la CEI résultait pour une bonne part de la détermination d'Eltsine d'éliminer Gorbatchev des

En réalité, la création de la CEI résultait pour une bonne part de la détermination d'Eltsine d'éliminer Gorbatchev des rênes du pouvoir. En se portant à la tête de cette initiative "commune", le président de la Russie a su exploiter les velléités indépendantistes de la plupart des républiques de l'ex-URSS pour torpiller le projet de la nouvelle "Union" préconisée par Gorbatchev visant à sauver les meubles. Et c'est justement parce que Gorbatchev représentait le seul dirigeant bourgeois capable, sinon de maintenir un minimum de

cohésion, du moins de ralentir l'enfoncement inéluctable de l'ex-URSS dans le chaos que toute la classe dominante des pays occidentaux a rendu un hommage solennel au "sens des responsabilités" dont a su faire preuve le dernier chef d'Etat de l'URSS défunte.

On comprend que l'ensemble du monde capitaliste ait aujourd'hui des sueurs froides à l'idée que le "bouton nucléaire" détenu jusqu'alors par Gorbatchev soit désormais entre les mains d'un aventurier roublard et arriviste, dont l'ascension et la victoire reposent uniquement sur cette soif insatiable de pouvoir qui caractérise les dirigeants de la CEI, tous issus de l'ancien appareil stalinien. Le risque de dérapage incontrôlé contenu dans la nouvelle situation créée par la disparition d'un Etat centralisé est aujourd'hui bien réel, d'autant plus que les armes nucléaires tactiques peuvent désormais être mises en oeuvre par n'importe quel officier de province irresponsable quand elles ne sont pas revendues, comme c'est déjà probablement le cas, par les différentes mafias locales. Če qui fut naguère la seconde puissance militaire mondiale est devenu un gigantesque bazar nucléaire, une véritable poudrière atomique qui, du jour au lendemain, peut être allumée en n'importe quel endroit et sous n'importe quel prétexte. Cette effroyable perspective a d'ailleurs été immédiatement annoncée, dès le premier jour de la CEI, par les dissensions insolubles entre les différentes républiques sur les questions militaires. Ainsi, parmi les douze représentants de la CEI, outre la Russie, seules l'Ukraine et la Biélorussie ont accepté d'adhérer au traité de non prolifération nucléaire de 1968. De même, seuls les quatre principaux Etats ont formellement affirmé leur détermination à respecter les engagements pris par l'ex-URSS sur le désarmement. Quant au maintien de l'armée soviétique comme dernière structure centralisée sous le commandement unique de Chapochnikov, elle n'offre aucune garantie de stabilisation. Au sein de l'armée elle-même, les forces centrifuges sont apparues à peine née la CEI avec les tentatives de chaque Etat de constituer sa propre armée nationale.

(SUITE PAGE 2)

ALGERIE

Démocratie ou totalitarisme : un piège mortel pour le prolétariat

Les récents évènements qui viennent de se dérouler en Algérie confirment une fois de plus l'infecte duplicité de la classe bourgeoise. Souvenons-nous. Au lendemain du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991 qui avaient vu le FIS être en passe de rafler la majorité des sièges à l'assemblée pour le second tour, tous les soi-disant véritables partis "démocratiques" algériens du FLN au FFS, assurément parait-il plus démocrates que l'effrayant parti religieux intégriste et totalitaire, n'ont cessé jusqu'au coup d'Etat d'appeler tous les citoyens d'Algérie à voter pour la défense de la démocratie en péril, et tout particulièrement les abstentionnistes fort nombreux (environ 60 %).

Comble de cynisme, ce sont pourtant ces mêmes républicains vertueux qui se sont réjouis de l'annulation des élections par l'armée et son appendice le "Haut Comité d'Etat". Oh bien sûr, le FLN et le FFS de Aït Ahmed condamnent ce qu'il faut bien appeler un putsch militaire, mais cette critique pour la forme se fait du bout des lèvres. Car les mêmes qui, le 2 janvier, organisaient une manifestation de 300 000 personnes pour la défense de la démocratie, sont aujourd'hui soulagés par l'arrêt du processus électoral qui aurait conduit à la victoire des "barbus". Comme le reconnaissent ces militants du FFS de Kabylie pour le moins irrités : "Comment peut-on crier au loup après lui avoir ouvert les portes de la bergerie?... C'est un putsch? Et alors? On ne va pas en faire une maladie. De toute manière, la Constitution aurait, tôt ou tard, été violée." ("Le Monde" des 19-20 janvier).

L'exemple algérien est certes un peu caricatural. Il n'y a qu'à voir toutes les grossières et pitoyables tentatives qui consistent à donner une misérable allure démocratique au "Haut Comité d'Etat", notamment en plaçant à la tête de celui-ci l'inconnu mais néanmoins illustre Mohamed Boudiaf, héros fondateur du FLN exilé depuis trente ans au Maroc, patron d'une petite entreprise de matériaux de construction, et ressorti pour la circonstance de la naphtaline. De même, derrière la fumeuse rhétorique du FLN et du FFS du style : "Peut-on être démocratique envers les ennemis de la démocratie?", tout s'éclaircit. En un mot, on est démocrate tant que ce qui sort des urnes va dans le bon sens. Et si, par malchance, une autre clique bourgeoise rivale est promue à gouverner, en l'occurrence le FIS, on efface tout et on recommencera plus tard... peut-être en 1994. Ainsi, qu'on ne s'y trompe pas, ce coup d'Etat minablement déguisé est une illustration de ce que vaut la mascarade démocratique, le cirque électoral. Toutefois, ce n'est pas parce que le FLN et le FFS se font partisans de la répression que d'une quelconque façon le FIS vaut davantage.

L'INTEGRISME RELIGIEUX : UNE REPONSE ILLUSOIRE DANS UN MONDE EN DECOMPOSITION

La récente percée du FIS en Algérie trouve ses racines, à l'instar d'autres pays musulmans comme l'Iran, le Pakistan, l'Egypte, dans la misère et le désespoir qui envahit nombre de pays sous-développés. La religion, l'intégrisme, n'ont pas d'autre fonction que de convaincre les exploités qu'ils doivent accepter l'enfer de la vie terrestre afin d'accéder au paradis après leur mort Même quand elle n'est pas directement au pouvoir, l'Eglise est un auxiliaire précieux des exploiteurs, particulièrement dans les pays arriérées, là où le développement de l'industrie, de la science et surtout de la classe ouvrière, n'ont pu venir à bout des superstitions et de

l'obscurantisme sur lesquels est établie sa puissance sur les esprits. La réalité sociale en Algérie constitue un terrain fertile au développement d'une telle idéologie. En effet, sur le plan économique, c'est une véritable banqueroute. L'endettement extérieur en augmentation constante dépasse actuellement 25 milliards de dollars, soit plus de la moitié du produit national brut. Au cours de l'année 1991, le dinar a perdu plus de 70 % de sa valeur par rapport au franc et, suite à la réduction draconienne des importations, la pénurie alimentaire sévit depuis plusieurs années. Déjà, cette situation avait provoqué en octobre 1988 des émeutes de la faim dans tout le pays, impitoyablement noyées dans un bain de sang qui avait fait plus de 500 morts. Depuis, la disette n'a fait

(SUITE PAGE 4)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE	
. Famine et pénurie dans l'ex-URSSp. 2	l
Tensions impérialistes	
entre les grandes puissancesp. 3	
. La démocratie française	
massacre au Tchadp. 3	
. Crise économique aux USAp. 7 FRANCE	
. Campagne antiracistep. 4 . Loi anti-immigrésp. 4	
. Loi anti-immigrésp. 4	
. Réorganisation du P.Sp. 5 COURRIER DES LECTEURSp. 6	



LE CAPITALISME ENTRAINE L'HUMANITE DANS UN CHAOS SANGLANT

(SUITE DE LA PAGE 1)

C'est face à ces tentatives, notamment de l'Ukraine, de pousser à l'éclatement des forces armées que plusieurs milliers d'officiers ont déjà commencé à protester à la mi-janvier, appelant la population de Moscou à défendre la cohésion de l'appareil militaire rescapé du naufrage de l'Etat soviétique. Ces tensions entre l'Armée rouge et les autorités des différentes Républiques de la CEI ne peuvent que venir aggraver encore l'inextricable chaos qui gangrène l'ex-URSS en fai-sant de cette armée (composée de 5 millions d'hommes) une force politique autonome, ne répondant, malgré son hétérogénéité et ses rivalités internes, à aucun Etat particulier et dotée d'un pouvoir de destruction gigantesque. Dans une telle situation, les risques de coups d'Etat militaires attisés par l'ancienne bureaucratie stalinienne ne sont pas à exclure.

Ainsi, les forces centrifuges que les anciennes structures de l'URSS n'ont pu museler et qui ont balayé tout l'édifice de l'Etat soviétique ne peuvent également que condamner à court terme les structures fantomatiques de la CEI. La violence des convulsions qui se déchaînent d'ores et déjà mon-trent la voie dans laquelle s'est engagée l'ex-URSS: l'exacerbation des rivalités nationalistes qui ne peuvent que déboucher sur d'inévitables conflagrations militaires où les diverses républiques n'hésiteront pas à utiliser tous les moyens de destruction dont elles disposent pour défendre leurs intérêts.

...ET D'UNE BARBARIE GUERRIERE INCONTROLEE

La seule promesse d'"avenir" que peut offrir la CEI, c'est bien celle d'un enfoncement de toute cette partie du monde dans une barbarie guerrière démentielle où les armements nucléaires risquent d'être utilisés tous azimuts.

La partie de bras de fer à laquelle se sont livrés, ces dernières semaines, les deux principales républiques, la Russie et l'Ukraine, à propos du contrôle de la flotte de la mer Noire montre que c'est au plus haut niveau qu'ont immédiatement surgi les rivalités entre les requins impérialistes de la CEI. En voulant faire main basse sur la flotte de Sébastopol, il s'agissait pour Kravtchouk, bien sûr, de faire monter les en-chères pour marchander une part conséquente de l'héritage nucléaire de l'URSS, mais aussi de pousser Eltsine à révéler aux yeux de tous les intentions impérialistes de la Russie à l'égard des autres républiques. Ce sont bien les visées hégémoniques de la Russie qu'a dévoilées ouvertement le nouveau maître du Kremlin en répliquant que "la flotte de la mer Noire était, est et sera russe". En obligeant Eltsine à montrer les dents, Kravtchouk est ainsi parvenu à attiser encore le sentiment antirusse au sein de tous les Etats, ce qui ne peut qu'accentuer les conflits interethniques, notamment entre Russes et Ukrainiens.

Si les causes d'affrontement militaire entre les deux principales puissances de la CEI ne manquent pas, le conflit pour le contrôle de la flotte de la mer Noire ramène à la surface les rivalités territoriales entre l'Ukraine et la Russie. Ainsi, le problème brûlant de la Crimée, qui appartenait jusqu'en 1954 à la Russie et où se trouve le port d'attache de la flotte de la mer Noire, Sébastopol, constitue un enjeu particulièrement explosif des tensions entre les deux Etats (dès à présent, toute revendication de rattachement de la Crimée à la Russie est punie de dix ans de prison par les autorités ukrainiennes). Les conflagrations armées entre ces deux Etats comme entre tous les autres (tel le conflit qui continue de déchirer l'Arménie et l'Azerbaïdjan) risquent d'éclater à

tout moment. Cette menace, les autorités russes la brandissent déjà depuis plusieurs semaines en multipliant, "au nom des droits de l'homme" (sic !), leurs avertissements à l'Ukraine, suite aux tentatives de Kravtchouk de s'acheter la fidélité des forces armées stationnées sur son territoire (no-tamment en promettant de doubler le salaire de tous les militaires qui auront prêté serment à l'Ukraine): "Les tendances antirusses ne seront pas avalées silencieusement par la direction de la Russie. Il faudra suivre l'exemple des USA: vous vous de la Russie. Il jaudra suivre l'exemple des 03A, vois vois rappelez leurs réactions lorsque leurs citoyens furent maltraités à la Grenade." (Déclaration de M. Boltoranine, ministre de l'Information de la Russie, cité par "Libération" des 11-12

Les prétentions impérialistes des dirigeants de la Russie révèlent encore, s'il en était besoin, le degré d'irres-ponsabilité et d'inconscience de tous ces charognards, prêts à s'étriper sur les dépouilles de l'ex-URSS, et à entraîner dans leur folie meurtrière des millions d'êtres humains. Car l'Ukraine n'est pas la Grenade! Ce pays de 52 millions d'habitants est aujourd'hui la troisième puissance nucléaire du monde, disposant d'un potentiel atomique équivalent à celui de la France et de la Grande-Bretagne réunies. Une telle situation nous donne la mesure de la catastrophe effroyable qui menace la population de l'ex-URSS et de tous les Etats limitrophes si les antagonismes interimpérialistes se débrident, non seulement entre les deux principaux Etats de la CEI, mais entre toutes les républiques. Car l'anarchie qui gangrène ce gigantesque territoire ne peut que favoriser, partout, la dissémination des armes nucléaires, qui risquent d'être utilisées par n'importe quel docteur Folamour local.

LES RETOMBEES INTERNATIONALES **DU CHAOS DANS L'EX-URSS**

Face à cette perspective d'apocalypse à l'échelle d'un continent, que peuvent faire aujourd'hui les grandes puissances occidentales? Certainement pas s'ingérer militairement dans ce panier de crabes. La seule chose qu'elles puissent tenter pour ne pas assister, impuissantes, au déchaînement de l'horreur, c'est encore d'accentuer leur pression économique pour freiner au maximum l'escalade guerrière. Mais il est d'ores et déjà évident que l'aide occidentale ne pourra pas stopper cette dynamique d'enfoncement de l'exempire soviétique dans la barbarie généralisée. Le projet de dénucléarisation de ce territoire est déjà largement dépassé par la rapidité avec laquelle se sont déroulés les évènements de la fin 1991 (et ce ne sont pas les 500 millions de dollars que les USA vont investir pour détruire une partie du poten-tiel nucléaire de l'ex-URSS qui résoudront le problème). Cette plongée vertigineuse des républiques de la CEI dans

un chaos sanglant, les USA ne pourront pas l'enrayer, pas plus qu'ils n'ont les moyens de circonscrire ce chaos à l'intérieur des frontières de l'ex-URSS. Ainsi, la dissémination des armements nucléaires que les républiques de l'ancien empire soviétique (ou les mafias) sont en train de brader dans le gigantesque souk du Tiers-Monde, de même que la fuite de milliers de savants atomistes prêts à se vendre au plus offrant, montrent dès à présent les limites auxquelles se trouvent acculées toutes les tentatives occidentales de stopper la prolifération nucléaire.

Pour tenter de freiner le chaos mondial et continuer à s'affirmer comme seul gendarme du monde, l'Etat américain risque d'être amené, dans le futur, à utiliser une fois encore les "grands moyens". C'est ce que pressent dès aujourd'hui la bourgeoisie occidentale lorsqu'elle affirme : "Faute d'un programme d'assistance à l'ex-URSS (...), on court le risque de devoir déclencher ici et là de nouvelles Tempête du Désert' pour tenter, en vain, d'écraser dans l'oeuf la proliféra-tion et la banalisation des armes de l'Apocalypse." ("Libération" du 20 janvier.)

Voilà ce qui se profile derrière tous les projets de "désarmement nucléaire" des dirigeants occidentaux : de nouvelles guerres du Golfe sont aujourd'hui en gestation. Face à la gravité des enjeux, on peut être sûr que s'il déclenche, dans l'avenir, une nouvelle "Tempête du Désert", le gendarme US aura pour objectif essentiel d'exhiber aux yeux de tous (en particulier de ses principaux concurrents, l'Allemagne et le Japon, qui visent à se doter de l'arme atomique) son gigantesque potentiel militaire et éventuellement nucléaire. C'est bien le sens qu'il faut donner aux discours menaçants de Bush lorsqu'il affirme que la guerre du Golfe aurait été une "guerre pour rien" (puisque l'Irak n'a pas renoncé à son programme nucléaire), laissant entendre, avec un cynisme sans nom, que "les USA n'ont peut-être pas été assez loin".

Ainsi, de la même façon que la guerre du Golfe avait constitué une conséquence directe de l'effondrement du bloc de l'Est, le déchaînement du chaos et du "chacun pour soi" résultant de la disparition de l'Etat soviétique vient aujourd'hui aggraver à une échelle considérable la menace de nouveaux bains de sang sur toute la planète. Une telle situation ne peut que contraindre, à terme, les grandes puissances, et en premier lieu les USA, à se lancer dans l'engrenage de la barbarie guerrière.

Voilà l'avenir que nous promet le "nouvel ordre mondial": la fin de l'"équilibre de la terreur" tant saluée par la classe dominante à cédé la place au déchaînement de la terreur où aux massacres ne peuvent que succéder de nouvelles boucheries encore plus sanguinaires.

Et cette catastrophe planétaire contenue en germe dans la situation historique présente n'est certainement pas le ré-sultat de la faillite du communisme. Si l'URSS a explosé, c'est parce qu'elle constituait le bastion le plus fragile du système capitaliste décadent, un bastion qui était condamné à s'effondrer sous les coups de boutoir de la crise économique mondiale. La disparition de cet Etat n'est qu'une des manifestations extrêmes et un facteur d'accélération de la décomposition générale du mode de production capitaliste.

En continuant à pourrir sur pied, ce système moribond et barbare porte avec lui la menace de destruction de toute la

Cette menace, le prolétariat doit aujourd'hui en prendre pleinement conscience car lui seul a la responsabilité et la capacité de sauver l'humanité de la folie meurtrière des dirigeants de ce monde. Avec l'accélération brutale de l'histoire, le drame historique qui se joue en cette fin de siècle exige plus que jamais, de la part de la seule classe révolutionnaire de la société, une détermination croissante à refuser, sur le terrain de ses luttes, la logique sanguinaire du capitalisme aux abois. Ce sont cette détermination et cette conscience des enjeux gigantesques de son combat qui permettront au prolétariat mondial de renverser ce système avant qu'il ne soit trop tard.

(22/1/92)

Pénurie, famine, chômage... APRES LA TERREUR STALINIENNE, L'ENFER DEMOCRATIQUE

■ Malgré la haine légitime ressentie pendant des décennies par la population de l'ex-URSS à l'égard du régime stalinien, la disparition de l'Etat soviétique, n'a pas donné lieu à des manifestations d'euphorie. C'est au contraire la rage au ventre que des dizaines de millions d'êtres humains viennent d'accuser le coup des premières mesures économiques des dirigeants de la CEI: la libéralisation des prix présentée par Eltsine comme une étape douloureuse, mais nécessaire et qui, paraît-il, ne devrait durer que six mois!

Les sacrifices imposés aujourd'hui à la classe ouvrière, comme à l'ensemble de la population de l'ex-URSS, non seulement ne pourront empêcher la CEI de s'enfoncer dans un gouffre sans fond, mais elles ne peuvent que la précipiter encore plus dans la catastrophe.

Cette catastrophe, c'est d'abord celle de la famine qui menace des dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, aujourd'hui contraints à la survie au jour le jour.

Pour faire accepter la pilule amère de la libéralisation des prix, les promoteurs de l'économie de marché prétendaient qu'une telle mesure allait enfin inciter les producteurs à remplir les magasins. Qu'en est-il en réalité? Du jour au lendemain, toutes les étiquettes ont valsé, les produits de première nécessité ont triplé ou quadruplé (le prix du kilo de farine a même été multiplié par 42 début janvier!). Un kilo de tomates équivaut aujourd'hui à une semaine de salaire moyen, celui du jambon à... cinq mois de ce même salaire!

Le coup de massue qui vient d'être asséné à la population est d'une violence telle que celle-ci n'a pu, dans un premier temps, que rester hébétée devant les étalages, croyant vivre

Mais, plus hallucinant encore est le fait que, malgré cette flambée vertigineuse des prix, les magasins restent désespérément vides à tel point qu'à Moscou, on en arrive à se battre pour une miche de pain qui coûte aujourd'hui trois fois plus cher qu'au 1er janvier.

Cette situation paradoxale révèle que les marchands d'illusions qui se sont installés au Kremlin, soi-disant pour "assainir" une économie laminée par des décennies de "socialisme" (en réalité par un capitalisme d'Etat fondé sur le gaspillage et une tricherie permanente avec la loi de la valeur) n'ont, pas plus que leurs prédécesseurs staliniens, de réponse au marasme dans lequel s'enfonce toujours plus l'ex-URSS. L'inflation galopante, résultant de la libération brutale des prix (700% en janvier), se traduit déjà par un effondrement du rouble, obligeant toutes les républiques de la

CEI à créer leur propre monnaie nationale. La pénurie ne pourra que continuer à s'aggraver car c'est toute l'infrastructure économique qui s'est décomposée. Dans le contexte actuel d'aggravation considérable de la crise économique mondiale, l'exacerbation des rivalités économiques entre les différents Etats de la CEI ne fera qu'accentuer encore l'anarchie qui gangrène depuis des décennies les circuits de production et de distribution.

Il suffit de voir, ne serait-ce que la manière dont sont acheminés les convois humanitaires en provenance des pays occidentaux, pour mesurer l'ampleur du désastre. Quand on sait, par exemple, que des dizaines de milliers de tonnes de céréales restent bloquées à la frontière orientale de l'Allemagne faute de savoir à qui les remettre, et que, début janvier, 90 000 tonnes de produits alimentaires sont restées stockées à Moscou du fait de la désorganisation des réseaux de distribution, on imagine mal comment pourrait fonctionner, sur de telles bases, la loi de l'offre et de la demande.

Par ailleurs, la situation de chaos général qui envahit tout le tissu social, ne peut que continuer à favoriser la corruption et le banditisme comme en témoigne aujourd'hui la prolifération des mafias de toutes sortes. Ces mafias ne se contentent pas seulement de détourner l'aide humanitaire des pays occidentaux, mais continuent à développer un marché parallèle en achetant des produits d'Etat à prix fixe pour les re-vendre à prix libres (leurs marges bénéficiaires s'élèvent aujourd'hui à 1000%!).

Mais la politique économique d'Eltsine et consorts ne se limite pas seulement à libérer sauvagement les prix. La privatisation accélérée des entreprises d'Etat inscrites à ce programme va venir aggraver encore la misère effroyable de la classe ouvrière. Aujourd'hui, dans la seule Russie, on compte plus de deux millions de chômeurs. Avec les licenciements massifs déjà planifiés (tels les 10 000 prévus, pour les mois à venir, à l'usine automòbile d'Oulianovsk, soit 40% des effectifs), ce chiffre sera doublé d'ici l'été.

Voilà ce que signifie, pour les masses exploitées, la démo-cratisation de l'ex-URSS: à des décennies de terreur stalinienne s'est substitué un indescriptible chaos où la misère généralisée et la famine vont maintenant s'abattre sur des dizaines de millions de travailleurs. Et cette tragédie, ce n'est pas seulement la nouvelle classe dirigeante de la CEI qui en porte la responsabilité. C'est toute la bourgeoisie mondiale, notamment celle des pays industrialisés, qui l'impose au prolétariat. En effet, ce programme de "libéralisation" de l'économie, Eltsine ne l'a pas conçu de son propre chef. Comme le déclarait E. Gaïadar, ministre de l'économie de la Russie le 6 janvier, ce plan d'austérité draconien "a été décidé en coopération étroite avec la Banque Mondiale et le FMI". Cette décision a d'ailleurs immédiatement été confirmée par un haut responsable du FMI, déclarant le 9 janvier, comme condition pour le report des intérêts de la dette extérieure de la CEI: "Nous avions approuvé la réforme (d'Eltsine) dans son principe en attirant l'attention sur trois choses. Il convenait que les prix soient libérés dans les autres républiques, que l'on surveille les salaires ainsi que la situation

Face à cette dégradation catastrophique du niveau de vie de toute la population, la situation sociale est aujourd'hui plus explosive que jamais. Des émeutes de la faim, de même que des révoltes ouvrières massives, vont inévitablement se multiplier dans la période à venir. Cette perspective, la nouvelle clique dirigeante ne pourra pas l'éviter. Voilà pourquoi, malgré le "dégoût" que leur a subitement inspiré l'appareil d'Etat stalinien, tous ces apprentis démocrates à la tête de la CEI n'ont pas démantelé l'un des piliers de ce régime honni : les troupes du KGB. Face aux explosions sociales, ces troupes continueront à assumer, aujourd'hui au nom de la défense de la "démocratie" et de l'économie "libérale", la même fonction que du temps où elles étaient les gardiennes du "socialisme" et de l'"économie planifiée" : le maintien de l'"ordre" bourgeois.

Voilà le seul avenir que peuvent offrir à la classe ouvrière les réformes économiques des "démocrates" de l'ex-URSS : misère, famine et répression, c'est-à-dire la même chose que leurs prédécesseurs, en pire.

Lucy (24/1/92)

LISEZ LE MANIFESTE DU 9e CONGRES DU CCI

"Révolution communiste destruction de l'humanité"

(Disponible sur commande: 3 F.)

ALGERIE

(SUITE DE LA PAGE 1)

qu'empirer. Le manque de logements devient également de plus en plus dramatique. Le chômage, quant à lui, touche désormais officiellement plus de 25 % de la population active et une majorité de ces chômeurs sont des jeunes que l'Etat s'avère carrément incapable d'intégrer dans le marché du travail, alors que 75 % de la population a moins de 30 ans. Pour les ouvriers qui ont la "chance" d'avoir encore un emploi, les salaires sont bloqués depuis près de deux ans. Les accords signés en octobre 1990 entre le gouvernement et le syndicat UGTA, inféodé au FLN, sur les "revalorisations salariales" n'ont jamais été appliqués. Enfin, le taux officiel d'inflation varie entre 30 et 50 %, mais en fait la hausse des prix pratiquée est allée bien au-delà. Dans un tel contexte de décomposition sociale, les couches rurales fuyant les campagnes, les jeunes chômeurs sans qualification mais aussi, ce qui est significatif, les diplômés, la petite bourgeoisie commerçante, toutes ces catégories non intégrées et non intégrables à l'appareil productif du fait de la crise, constituent la clientèle naturelle de l'intégrisme du Front Islamique de Salut. Ceci étant, il ne faut pas négliger le fait que ce dernier a pu, à longueur de mois, faire le généreux grâce à l'aide finan-cière considérable fournie par l'Arabie Saoudite et le Koweit (certains parlent de 9 milliards de dollars), avec la bénédiction des États-Unis qui sont bien trop contents de déstabili-ser un régime et des secteurs bourgeois très liés à la bourgeoisie française.

Quoi qu'il en soit, le "programme" de ces agitateurs du Coran est particulièrement simpliste : il consiste en une application de la loi islamique comme remède à tous les maux. Comme si les tabassages pour consommation d'alcool, l'amputation de la main pour vol, la décapitation pour apostasie, la lapidation à mort pour adultère, allaient résorber le chômage, l'endettement et la misère. D'ailleurs, depuis 1990, les élus municipaux étiquetés FIS ont clairement montré leur incapacité, plus que toutes les autres fractions bourgeoises algériennes, à gérer les communes de façon un tant soit peu rationnelle. A tel point que leur score électoral a été en fait lors des dernières élections en recul par rapport à celles de 1990. A une autre échelle, on peut mesurer ce que cela donne dans les régimes théocratiques comme l'Arabie Saoudite ou le Soudan. Dans ce dernier pays, c'est plus de 7000 mains et pieds qui ont été coupés pour vol en moins de deux

ans par les intégristes. Cela dit, ces mêmes intégristes s'avèrent fort capables de faire aussi bien que les autres, lorsqu'il s'agit par exemple de sacrifier en masse les vies humaines sur l'autel de la défense du capital national. En Iran, les oulemas, muftis et autres imams en ont donné la preuve durant les dix ans de la guerre contre l'Irak, au cours de laquelle ils n'ont pas hésité à envoyer un demi-million d'hommes et d'enfants se faire massacrer. Ces personnages, lorsqu'ils accèdent au pouvoir, valent bien toutes les autres variantes d'exploiteurs et d'oppres-

DEMOCRATIE CONTRE INTEGRISME : UN PIEGE MORTEL POUR LA CLASSE OUVRIERE

Si pour le moment, grâce à la prise du pouvoir par l'armée, la situation politique s'en trouve stabilisée, ce n'est qu'un répit. L'enfoncement de l'Algérie dans la crise économique et la décomposition promet un déchaînement du chaos. Or, il est clair que ni le FLN, qui a montré depuis plus de 30 ans de quoi il était capable, ni l'armée, ni le FFS ou bien encore le MNA de Ben Bella, ni bien sûr le FIS, ne pourront sortir le pays du marasme. Pire encore, ils s'entredéchirent pour la gestion d'un capital en faillite, avec tout ce que cela implique comme sacrifices de la part des populations. La perspective qui s'ouvre en Algérie ressemble fort à celle des pays de l'Est où les conflits et les déchirements sanglants entre fractions rivales ne peuvent que se multiplier, s'intensifier. Comme à l'Est, cette situation représente un véritable traquenard pour le prolétariat. Dans ses règlements de comptes meurtriers, la bourgeoisie n'aura de cesse d'attirer et de chercher à enrôler les ouvriers derrière l'un ou l'autre des camps en présence. Déjà, nombre d'ouvriers et de chômeurs adhèrent à l'illusoire solution islamiste, mais d'autres, beaucoup plus nombreux encore, sont en passe de se laisser abuser par "le combat pour la démocratie" derrière l'unité de tous les démocrates, et ce pour mieux soi-disant "barrer la route au fanatisme".

Ces luttes-ci, dans lesquelles les entraînent toutes les fractions capitalistes, la classe ouvrière n'a nullement à y participer. Elles n'ont rien à voir avec celles qu'elle doit mener sur son terrain de classe, pour défendre ses propres intérêts. Cette fausse alternative que la bourgeoisie tente et tentera encore plus demain de leur imposer ne représente que les deux mâchoires d'un étau dans lequel, si les ouvriers acceptent de s'y engager, ils sont assurés de se faire inexorablement écraser.

(25.01.92)

En Algérie comme ailleurs LES TROTSKISTES DE L.O., **AU CUL DE LA PETITE-BOURGEOISIE**

■ Par rapport à la terrible situation qu'elle vit en Algérie, que disent à la classe ouvrière les grands révolutionnaires prolétariens que se prétendent être les gauchistes de Lutte Ouvrière? Ceci: "Le drame des masses algériennes aujourd'hui, de la jeunesse des milieux populaires, des femmes qui espèrent désespérément un avenir meilleur, c'est qu'elles ne peuvent compter sur une fraction suffisante de petits bourgeois et d'intellectuels généreux qui rallieraient leur camp et les aideraient à ouvrir des perspectives révolutionnaires, à la société algérienne et peut-être aux deux rives de la Méditerranée." (article "Verra-t-on une république islamique algérienne?", dans "Lutte Ouvrière" du 9 janvier 1992).

A la queue de la petite-bourgeoisie, voilà la juste place de LO. Sa position sur les derniers évènements d'Algérie est d'ailleurs conforme à l'esprit d'une organisation qui a salué la lutte du FLN contre le colonialisme français comme un facteur de progrès. Pour cela, les amis d'Arlette Laguiller ont sur la conscience le martyre de milliers d'ouvriers victimes de la dictature du règne de Ben Bella, Boumedienne et Chadli.

Campagne antiraciste DEFENDRE LA DEMOCRATIE, C'EST DEFENDRE LE CAPITALISME

■ Depuis deux ans, la bourgeoisie occidentale, et en particulier la bourgeoisie française, organise une vaste campagne sur le thème de la "défense de la démocratie", contre toutes les forces "totalitaires"; il s'agit là d'une campagne dirigée contre la classe ouvrière, à qui la bourgeoisie cherche à faire partager sa croisade perverse. Cette dernière a connu ces derniers mois une accélération évidente, avec la mise à l'avant-scène de l'actualité, par les médias de la bourgeoisie et par tous les partis politiques, des questions de l'immigration, du racisme, du "dangereux" Le Pen et des questions "humanitaires", avec leur chantre Kouchner; d'autre part, on a eu aussi droit à tout un battage sur la nécessité de voter, appuyé des déclarations de personnalités médiatiques telles Haroun Tazieff, Noah, ou encore Patrick Bruel, appelant, avec des trémolos dans la voix, les jeunes à aller voter, pour "combattre les forces totalitaires et le fascisme".

Tout dernièrement encore, une organisation qui rassemble des jeunes beurs, au nom évocateur de "Génération Républicaine", a été créée. Leur slogan, "Au lieu de jeter des pierres dans les vitrines, jette un bulletin dans l'urne! ", comme si c'était la seule alternative offerte à cette génération ou-vrière vouée au chômage, en dit long sur le travail de sape que veut effectuer la bourgeoisie dans la classe ouvrière.

Dans un tel contexte, les évènements autour des élections en Algérie ont été une véritable aubaine pour la bourgeoisie française, quoi que la bourgeoisie et le gouvernement PS, aient voulu faire croire derrière leurs hypocrites discours sur la "démocratie en danger".

Ils lui ont permis de redonner du souffle à cette campagne idéologique, qui devait culminer dans la manifestation du 25 janvier à Paris, et d'insister sur l'idée qu'ils avaient bien raison de craindre pour la démocratie en général.

On les a tous vus, gouvernement en tête, droite, PC, gauchistes (jusqu'à Le Pen qui n'a pas manqué de participer à la campagne en soutenant de façon provocatrice l'élection du FIS), s'écrier qu'il fallait se mobiliser pour soutenir les forces "démocratiques" contre la "montée du totalitarisme". "Démocratie ou totalitarisme ?", pouvait-on lire et entendre partout, à la télé, dans les journaux, dans la bouche de tous ces humanistes patentés qui montaient en épingle les manifestations "pacifiques", "de femmes", "pour défendre leur liberté", "pour sauver la démocratie" en Algérie.

Faux-jetons! la démocratie, on a vu ce qu'ils en font eux-mêmes quand il s'agit de défendre leurs intérêts sordides de bourgeois avides, comme l'a montré le coup de force des mi-litaires algériens du 12 janvier, et le soutien bien réel de la part de l'ensemble de la bourgeoisie française. Elle a ainsi montré la profondeur de sa fourberie, comme Mitterrand qui déclarait le 14 janvier : "Ce n'est pas aux Français de se substituer au débat politique interne en Algérie." C'est vraiment du plus hypocrite, alors que la France (avec son gouvernement 'socialiste", et comme la droite l'avait fait avant lui) est fortement présente en Algérie où elle cherche toujours à préserver ses intérêts particuliers tant commerciaux qu'impérialistes, alors même que la bourgeoisie française et ses médias se sont largement mêlés des élections en Algérie, c'est le moins qu'on puisse dire (voir notre article p.1).

"Le Monde" lui-même, ce journal libéral et "démocratique" s'il en est, s'en est payé une bonne tranche; on pouvait ainsi lire dans l'éditorial daté du 14 janvier que, tout en "regrettant" le coup de force : "...on aurait pu concevoir, au nom du "salut public", une nouvelle ingérence des militaires, dans l'hypothèse où le FIS, arrivé au pouvoir, eût mis en oeuvre son projet insensé d'Etat islamique et exclus pour l'avenir toute alternance politique." Autrement dit: "Il fallait le faire mais pas tout de suite. Il fallait attendre le prétexte pour ne pas trop choquer l'opinion." C'est bien là la rhétorique de cette bour-geoisie qui voudrait exploiter et tromper les ouvriers, mais sans qu'ils le sachent!

Claude Cheysson, ex-ministre des Affaires Etrangères du gouvernement PS, en dévoilait un peu plus sur les véritables positions de la France: "L'armée a décidé de jouer la démocratie." Incroyable mais vrai ! Pour "sauver la démocratie", il faut soutenir la dictature militaire. Voilà le vrai visage de la bourgeoisie démocratique, celui d'une classe pour laquelle la démocratie et le parlementarisme sont le masque qui lui sert à cacher son système de misère et d'horreur, le capitalisme, et qui constitue la forme la plus efficace de la dictature bour-

Et c'est afin de renforcer cette dictature sur la population, et sur la classe ouvrière tout spécialement, que la bourgeoisie relance sans cesse cette campagne idéologique sur la démocratie. Pour cela, tout est bon, et la bourgeoisie française a son épouvantail, Le Pen, dont les injures sont venues à point nommé, une semaine tout juste avant la manifestation du 25 ianvier, pour redonner du nerf à la campagne. Le PS va porter plainte, bien sûr, "pour laver l'affront devant la justice"! Mais tout cela n'est qu'une mascarade, car il s'agit en fait d'un partage des tâches organisé par le PS, et dont le FN est

Tout ce bruit autour des mots de Le Pen a en effet pour fonction de tenter de recrédibiliser le jeu démocratique, et les élections, au moment où elles sont de plus en plus dé-sertées par des fractions grandissantes de la classe ouvrière. Ainsi, on associe Le Pen et le FIS, ces "suppôts du totalitarisme", le tout relié au coup de force en Algérie, pour faire passer le message suivant : "On n'en serait pas là si les Algériens étaient tous allés voter." Et le message est dirigé ver les ouvriers en France, pour qui on gonfle la baudruche Le Pen. Pierre Méhaignerie vend d'ailleurs la mèche : "Je préférerais que ce soient les électeurs qui condamnent eux-mêmes Jean-Marie Le Pen." C'est en effet ce que veut la bourgeoisie : des ouvriers qui courent en masse aux urnes, pour dé-fendre "leurs démocrates" contre les dragons fascistes ou autres "totalitaristes", des ouvriers qui ne s'abstiennent pas d'aller choisir "leurs" exploiteurs, et qui défendent une fraction de la bourgeoisie, "la moins pire". Et c'est dans ce créneau que les gauchistes jouent à plein leur rôle de rabetteur des idées libérales "de gauche", et de dévoyeur de la classe ouvrière, car ce sont eux les meilleurs "antifascistes", les meilleurs "démocrates" à coloration ouvrière.

Mais cette campagne n'a pas pour seul but de ramener le prolétariat sur le terrain électoral, sur le terrain de la bour-geoisie, elle vise également à l'affaiblir à travers le battage

(SUITE PAGE 5)

Loi anti-immigrés MARCHAND, PASQUA, LE PEN: MEME COMBAT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Ce n'est évidemment pas un hasard: à la veille de la grande manifestation parisienne du 25 janvier contre le ra-cisme, Mme Cresson saisit le Conseil constitutionnel sur le fameux "amendement Marchand" qui vise à légaliser les zones de rétention où sont placés les étrangers dans l'attente de l'autorisation d'entrée et de séjour en France tout en portant jusqu'à trente jours (contre six dans la législation antérieure) le délai de cette rétention. Du jamais vu! un gouvernement qui s'interroge sur la constitutionnalité d'un texte de loi qu'il a lui même rédigé par l'entremise de son ministre de l'Intérieur! Surtout après que cet article scélérat a été adopté par les deux chambres du Parlement, l'Assemblée Nationale peu avant Noël puis le Sénat à la mi-janvier.

Le pourquoi de la manoeuvre est clair : assurer le maximum de publicité à la manif en question. Les thèmes de mobilisation de celle-ci étaient initialement centrés sur l'opposition au Front National, à la montée de l'extrêmedroite et du racisme. Avec la loi Marchand, ils se sont élargis à la "défense" des travailleurs immigrés, qui, bien entendu, sont concernés au premier chef par les nouvelles dispositions

Car tout pue la manoeuvre autour de cette loi, tout respire la magouille, pour alimenter le flot aujourd'hui continu de campagnes démocratiques (voir article ci-dessus). Il faut par exemple rappeler que c'est "in extremis", au moment même de la lecture à l'Assemblée d'un projet relativement anodin prévoyant des amendes pour les compagnies aériennes qui transportent des étrangers sans papiers, que l'ineffable Marchand a rajouté son amendement. Ensuite que le texte ainsi complété a été voté grâce aux voix des députés de la majorité présidentielle contre celles des élus de l'opposition alors que l'inverse s'est passé au Sénat où les sénateurs du RPR et de l'UDF ont assuré le succès de la loi contre l'abstention des socialistes. Enfin, la saisine (comme on dit) du Conseil constitutionnel permet à Cresson de légitimer en quelque sorte la présence, fût-ce en queue de cortège, de représentants du PS à la supermanifestation antiraciste.

Cet embrouillamini, qu'on ne s'y leurre pas, n'est pas si incontrôlé que ça. Sous le désordre apparent, toute la classe dirigeante française, du parti de Le Pen à celui de Marchand, collabore de fait et maîtrise le processus de la réussite de deux objectifs. Le premier revient à recrédibiliser les institutions démocratiques de l'Etat, mal jugées par la population française en général et la classe ouvrière en particulier. Voyez, peuvent dire l'une ou l'autre fraction de la bourgeoisie après ce tour de passe-passe démocratique, les chambres du Parlement, ça sert à quelque chose, ce n'est pas un jeu figé. Voyez, est en mesure d'avancer la fraction PS, à la direction de l'Etat, un gouvernement de démocrates sait reconnaître les erreurs qu'il a commises. Voyez, pontifient-ils

tous, la constitutionnalité de nos lois est garantie par l'avis d'une haute cour d'hommes chenus, sages et intègres. L'autre objectif consiste à populariser une loi absolument nécessaire à l'Etat en feignant de la soumettre au verdict de la rue et des organismes humanitaires (Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, OFPRA, FASTI, etc.), syndicats et groupes gauchistes qui ont appelé à la marche du 25 janvier dans la capitale. Une loi qui, reformulée (peut-être) mais sans changement sur le fond, demeurera ce qu'elle est, une attaque contre la classe ouvrière. Elle passera de toute façon car elle s'inscrit, au-delà de la France, dans le cadre d'une politique de la CEE préoccupée de blinder les frontières contre l'arrivée en masse plausible de populations fuyant les pays en complète faillite économique à l'est et au sud de l'espace européen occidental.

Oui, toute la bourgeoisie est fondamentalement d'accord : les immigrés, elle n'en veut plus. Qu'ils restent à crever chez eux! C'est pourquoi il faut particulièrement agonir d'injures le cynisme et l'hypocrisie insondables des amis de Mitterrand. Ce sont ces gens du PS, dont la bouche se trouve par ailleurs remplie de propos mielleux en faveur de l'intégration des immigrés (ils parlaient même naguère de leur accorder le droit de vote dans les consultations locales), de protestations antiracistes et de voeux de soutien économique aux populations misérables du Tiers-Monde, qui font pratiquement le plus montre de xénophobie. Leur gouvernement poursuit non seulement le travail anti-immigrés commencé par celui de Chirac entre 1986 et 1988 mais il le pousse encore à ses extrêmes, organisant la traque des ouvriers clandestins, les rafles dans les foyers Sonacotra et l'établissement de quotas d'accueil dans les cités de travailleurs. Ledit amendement Marchand, par exemple, Pasqua l'avait déjà proposé quand il tenait le ministère de l'Intérieur (et à l'époque, les socialistes en avaient dénoncé son caractère quasi fasciste), mais en ne demandant que dix jours de rétention alors que son successeur d'aujourd'hui en réclame trente.

Là où les socialistes, dans cette affaire, sont les plus répugnants, c'est quand ils l'utilisent à l'évidence pour diviser la classe ouvrière entre travailleurs autochtones et ouvriers "étrangers" alors que les uns et les autres, qu'ils soient licenciés ou interdits de séjour, subissent tous aujourd'hui, de la part du capitalisme français et mondial, une même exclusion du travail, une identique privation des moyens élémentaires d'assurer leur survie.

Les socialistes, on ne peut plus en douter, représentent, de tous les démocrates, les pires dictateurs bourgeois. La classe ouvrière, dans sa globalité, a autant voire plus à craindre d'eux que de Le Pen et de l'extrême droite.

ALGERIE

(SUITE DE LA PAGE 1)

qu'empirer. Le manque de logements devient également de plus en plus dramatique. Le chômage, quant à lui, touche désormais officiellement plus de 25 % de la population active et une majorité de ces chômeurs sont des jeunes que l'Etat s'avère carrément incapable d'intégrer dans le marché du travail, alors que 75 % de la population a moins de 30 ans. Pour les ouvriers qui ont la "chance" d'avoir encore un emploi, les salaires sont bloqués depuis près de deux ans. Les accords signés en octobre 1990 entre le gouvernement et le syndicat UGTA, inféodé au FLN, sur les "revalorisations salariales" n'ont jamais été appliqués. Enfin, le taux officiel d'inflation varie entre 30 et 50 %, mais en fait la hausse des prix pratiquée est allée bien au-delà. Dans un tel contexte de décomposition sociale, les couches rurales fuyant les campagnes, les jeunes chômeurs sans qualification mais aussi, ce qui est significatif, les diplômés, la petite bourgeoisie commerçante, toutes ces catégories non intégrées et non intégrables à l'appareil productif du fait de la crise, constituent la clientèle naturelle de l'intégrisme du Front Islamique de Salut. Ceci étant, il ne faut pas négliger le fait que ce dernier a pu, à longueur de mois, faire le généreux grâce à l'aide financière considérable fournie par l'Arabie Saoudite et le Koweït (certains parlent de 9 milliards de dollars), avec la bénédiction des Etats-Unis qui sont bien trop contents de déstabiliser un régime et des secteurs bourgeois très liés à la bourgeoisie française.

Quoi qu'il en soit, le "programme" de ces agitateurs du Coran est particulièrement simpliste : il consiste en une application de la loi islamique comme remède à tous les maux. Comme si les tabassages pour consommation d'alcool, l'amputation de la main pour vol, la décapitation pour apostasie, la lapidation à mort pour adultère, allaient résorber le chômage, l'endettement et la misère. D'ailleurs, depuis 1990, les élus municipaux étiquetés FIS ont clairement montré leur incapacité, plus que toutes les autres fractions bourgeoises algériennes, à gérer les communes de façon un tant soit peu rationnelle. A tel point que leur score électoral a été en fait lors des dernières élections en recul par rapport à celles de 1990. A une autre échelle, on peut mesurer ce que cela donne dans les régimes théocratiques comme l'Arabie Saoudite ou le Soudan. Dans ce dernier pays, c'est plus de 7000 mains et pieds qui ont été coupés pour vol en moins de deux

ans par les intégristes.

Cela dit, ces mêmes intégristes s'avèrent fort capables de faire aussi bien que les autres, lorsqu'il s'agit par exemple de sacrifier en masse les vies humaines sur l'autel de la défense du capital national. En Iran, les oulemas, muftis et autres imams en ont donné la preuve durant les dix ans de la guerre contre l'Irak, au cours de laquelle ils n'ont pas hésité à envoyer un demi-million d'hommes et d'enfants se faire massacrer. Ces personnages, lorsqu'ils accèdent au pouvoir, valent bien toutes les autres variantes d'exploiteurs et d'oppres-

DEMOCRATIE CONTRE INTEGRISME : UN PIEGE MORTEL POUR LA CLASSE OUVRIERE

Si pour le moment, grâce à la prise du pouvoir par l'armée, la situation politique s'en trouve stabilisée, ce n'est qu'un répit. L'enfoncement de l'Algérie dans la crise économique et la décomposition promet un déchaînement du chaos. Or, il est clair que ni le FLN, qui a montré depuis plus de 30 ans de quoi il était capable, ni l'armée, ni le FFS ou bien encore le MNA de Ben Bella, ni bien sûr le FIS, ne pourront sortir le pays du marasme. Pire encore, ils s'entredéchirent pour la gestion d'un capital en faillite, avec tout ce que cela implique comme sacrifices de la part des populations. La perspective qui s'ouvre en Algérie ressemble fort à celle des pays de l'Est où les conflits et les déchirements sanglants entre fractions rivales ne peuvent que se multiplier, s'intensifier. Comme à l'Est, cette situation représente un véritable traquenard pour le prolétariat. Dans ses règlements de comptes meurtriers, la bourgeoisie n'aura de cesse d'attirer et de chercher à enrôler les ouvriers derrière l'un ou l'autre des camps en présence. Déjà, nombre d'ouvriers et de chômeurs adhèrent à l'illusoire solution islamiste, mais d'autres, beaucoup plus nombreux encore, sont en passe de se laisser abuser par "le combat pour la démocratie" derrière l'unité de tous les démocrates, et ce pour mieux soi-disant "barrer la route au fanatisme".

Ces luttes-ci, dans lesquelles les entraînent toutes les fractions capitalistes, la classe ouvrière n'a nullement à y participer. Elles n'ont rien à voir avec celles qu'elle doit mener sur son terrain de classe, pour défendre ses propres intérêts. Cette fausse alternative que la bourgeoisie tente et tentera encore plus demain de leur imposer ne représente que les deux mâchoires d'un étau dans lequel, si les ouvriers acceptent de s'y engager, ils sont assurés de se faire inexorable-

ment écraser.

Arcady (25.01.92)

En Algérie comme ailleurs

LES TROTSKISTES DE L.O., AU CUL DE LA PETITE-BOURGEOISIE

Par rapport à la terrible situation qu'elle vit en Algérie, que disent à la classe ouvrière les grands révolutionnaires prolétariens que se prétendent être les gauchistes de Lutte Ouvrière? Ceci: "Le drame des masses algériennes aujourd'hui, de la jeunesse des milieux populaires, des femmes qui espèrent désespérément un avenir meilleur, c'est qu'elles ne peuvent compter sur une fraction suffisante de petits bourgeois et d'intellectuels généreux qui rallieraient leur camp et les aideraient à ouvrir des perspectives révolutionnaires, à la société algérienne et peut-être aux deux rives de la Méditerranée." (article "Verra-t-on une république islamique algérienne?", dans "Lutte Ouvrière" du 9 janvier 1992).

A la queue de la petite-bourgeoisie, voilà la juste place de LO. Sa position sur les derniers évènements d'Algérie est

A la queue de la petite-bourgeoisie, voilà la juste place de LO. Sa position sur les derniers évènements d'Algérie est d'ailleurs conforme à l'esprit d'une organisation qui a salué la lutte du FLN contre le colonialisme français comme un facteur de progrès. Pour cela, les amis d'Arlette Laguiller ont sur la conscience le martyre de milliers d'ouvriers victimes de la dictature du règne de Ben Bella, Boumedienne et Chadli.

Campagne antiraciste DEFENDRE LA DEMOCRATIE, C'EST DEFENDRE LE CAPITALISME

Depuis deux ans, la bourgeoisie occidentale, et en particulier la bourgeoisie française, organise une vaste campagne sur le thème de la "défense de la démocratie", contre toutes les forces "totalitaires"; il s'agit là d'une campagne dirigée contre la classe ouvrière, à qui la bourgeoisie cherche à faire partager sa croisade perverse. Cette dernière a connu ces derniers mois une accélération évidente, avec la mise à l'avant-scène de l'actualité, par les médias de la bourgeoisie et par tous les partis politiques, des questions de l'immigration, du racisme, du "dangereux" Le Pen et des questions "humanitaires", avec leur chantre Kouchner; d'autre part, on a eu aussi droit à tout un battage sur la nécessité de voter, appuyé des déclarations de personnalités médiatiques telles Haroun Tazieff, Noah, ou encore Patrick Bruel, appelant, avec des trémolos dans la voix, les jeunes à aller voter, pour "combattre les forces totalitaires et le fascisme".

Tout dernièrement encore, une organisation qui rassemble des jeunes beurs, au nom évocateur de "Génération Républicaine", a été créée. Leur slogan, "Au lieu de jeter des pierres dans les vitrines, jette un bulletin dans l'urne!", commes i c'était la seule alternative offerte à cette génération ouvrière vouée au chômage, en dit long sur le travail de sape que veut effectuer la bourgeoisie dans la classe ouvrière.

Dans un tel contexte, les évènements autour des élections en Algérie ont été une véritable aubaine pour la bourgeoisie française, quoi que la bourgeoisie et le gouvernement PS, aient voulu faire croire derrière leurs hypocrites discours sur la "démocratie en danger".

Ils lui ont permis de redonner du souffle à cette campagne idéologique, qui devait culminer dans la manifestation du 25 janvier à Paris, et d'insister sur l'idée qu'ils avaient bien raison de craindre pour la démocratie en général.

On les a tous vus, gouvernement en tête, droite, PC, gauchistes (jusqu'à Le Pen qui n'a pas manqué de participer à la campagne en soutenant de façon provocatrice l'élection du FIS), s'écrier qu'il fallait se mobiliser pour soutenir les forces "démocratiques" contre la "montée du totalitarisme". "Démocratie ou totalitarisme?", pouvait-on lire et entendre partout, à la télé, dans les journaux, dans la bouche de tous ces humanistes patentés qui montaient en épingle les manifestations "pacifiques", "de femmes", "pour défendre leur liberté", "pour sauver la démocratie" en Algérie.

Four sauver la démocratie" en Algérie.

Faux-jetons! la démocratie, on a vu ce qu'ils en font euxmêmes quand il s'agit de défendre leurs intérêts sordides de bourgeois avides, comme l'a montré le coup de force des militaires algériens du 12 janvier, et le soutien bien réel de la part de l'ensemble de la bourgeoisie française. Elle a ainsi montré la profondeur de sa fourberie, comme Mitterrand qui déclarait le 14 janvier: "Ce n'est pas aux Français de se substituer au débat politique interne en Algérie." C'est vraiment du plus hypocrite, alors que la France (avec son gouvernement "socialiste", et comme la droite l'avait fait avant lui) est fortement présente en Algérie où elle cherche toujours à préserver ses intérêts particuliers tant commerciaux qu'impérialistes, alors même que la bourgeoisie française et ses médias se sont largement mêlés des élections en Algérie, c'est le moins qu'on puisse dire (voir notre article p. 1).

"Le Monde" lui-même, ce journal libéral et "démocratique" s'il en est, s'en est payé une bonne tranche; on pouvait ainsi lire dans l'éditorial daté du 14 janvier que, tout en "regrettant" le coup de force: "...on aurait pu concevoir, au nom du "salut public", une nouvelle ingérence des militaires, dans l'hypothèse où le FIS, arrivé au pouvoir, eût mis en oeuvre son projet insensé d'Etat islamique et exclus pour l'avenir toute alternance politique." Autrement dit: "Il fallait le faire mais pas tout de suite. Il fallait attendre le prétexte pour ne pas trop choquer l'opinion." C'est bien là la rhétorique de cette bourgeoisie qui voudrait exploiter et tromper les ouvriers, mais sans qu'ils le sachent!

Claude Cheysson, ex-ministre des Affaires Etrangères du gouvernement PS, en dévoilait un peu plus sur les véritables positions de la France: "L'armée a décidé de jouer la démocratie." Incroyable mais vrai! Pour "sauver la démocratie", il faut soutenir la dictature militaire. Voilà le vrai visage de la bourgeoisie démocratique, celui d'une classe pour laquelle la démocratie et le parlementarisme sont le masque qui lui sert à cacher son système de misère et d'horreur, le capitalisme, et qui constitue la forme la plus efficace de la dictature bourgeoise.

Et c'est afin de renforcer cette dictature sur la population, et sur la classe ouvrière tout spécialement, que la bourgeoisie relance sans cesse cette campagne idéologique sur la démocratie. Pour cela, tout est bon, et la bourgeoisie française a son épouvantail, Le Pen, dont les injures sont venues à point nommé, une semaine tout juste avant la manifestation du 25 janvier, pour redonner du nerf à la campagne. Le PS va porter plainte, bien sûr, "pour laver l'affront devant la justice"! Mais tout cela n'est qu'une mascarade, car il s'agit en fait d'un partage des tâches organisé par le PS, et dont le FN est complice.

Tout ce bruit autour des mots de Le Pen a en effet pour fonction de tenter de recrédibiliser le jeu démocratique, et les élections, au moment où elles sont de plus en plus désertées par des fractions grandissantes de la classe ouvrière. Ainsi, on associe Le Pen et le FIS, ces "suppôts du totalitarisme", le tout relié au coup de force en Algérie, pour faire passer le message suivant : "On n'en serait pas là si les Algériens étaient tous allés voter." Et le message est dirigé vers les ouvriers en France, pour qui on gonfle la baudruche Le Pen. Pierre Méhaignerie vend d'ailleurs la mèche : "Je préférerais que ce soient les électeurs qui condamnent eux-mêmes Jean-Marie Le Pen." C'est en effet ce que veut la bourgeoisie : des ouvriers qui courent en masse aux urnes, pour défendre "leurs démocrates" contre les dragons fascistes ou autres "totalitaristes", des ouvriers qui ne s'abstiennent pas d'aller choisir "leurs" exploiteurs, et qui défendent une fraction de la bourgeoisie, "la moins pire". Et c'est dans ce créneau que les gauchistes jouent à plein leur rôle de rabatteur des idées libérales "de gauche", et de dévoyeur de la classe ouvrière, car ce sont eux les meilleurs "antifascistes", les meilleurs "démocrates" à coloration ouvrière.

Mais cette campagne n'a pas pour seul but de ramener le prolétariat sur le terrain électoral, sur le terrain de la bourgeoisie, elle vise également à l'affaiblir à travers le battage

(SUITE PAGE 5)

Loi anti-immigrés MARCHAND, PASQUA, LE PEN: MEME COMBAT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Ce n'est évidemment pas un hasard: à la veille de la grande manifestation parisienne du 25 janvier contre le racisme, Mme Cresson saisit le Conseil constitutionnel sur le fameux "amendement Marchand" qui vise à légaliser les zones de rétention où sont placés les étrangers dans l'attente de l'autorisation d'entrée et de séjour en France tout en portant jusqu'à trente jours (contre six dans la législation antérieure) le délai de cette rétention. Du jamais vu! un gouvernement qui s'interroge sur la constitutionnalité d'un texte de loi qu'il a lui même rédigé par l'entremise de son ministre de l'Intérieur! Surtout après que cet article scélérat a été adopté par les deux chambres du Parlement, l'Assemblée Nationale peu avant Noël puis le Sénat à la mi-janvier.

Le pourquoi de la manoeuvre est clair: assurer le maxi-

mum de publicité à la manif en question. Les thèmes de mobilisation de celle-ci étaient initialement centrés sur l'opposition au Front National, à la montée de l'extrêmedroite et du racisme. Avec la loi Marchand, ils se sont élargis à la "défense" des travailleurs immigrés, qui, bien entendu, sont concernés au premier chef par les nouvelles dispositions légales.

Car tout pue la manoeuvre autour de cette loi, tout respire la magouille, pour alimenter le flot aujourd'hui continu de campagnes démocratiques (voir article ci-dessus). Il faut par exemple rappeler que c'est "in extremis", au moment même de la lecture à l'Assemblée d'un projet relativement anodin prévoyant des amendes pour les compagnies aériennes qui transportent des étrangers sans papiers, que l'ineffable Marchand a rajouté son amendement. Ensuite que le texte ainsi complété a été voté grâce aux voix des députés de la majorité présidentielle contre celles des élus de l'opposition alors que l'inverse s'est passé au Sénat où les sénateurs du RPR et de l'UDF ont assuré le succès de la loi contre l'abstention des socialistes. Enfin, la saisine (comme on dit) du Conseil constitutionnel permet à Cresson de légitimer en quelque sorte la présence, fût-ce en queue de cortège, de représentants du PS à la supermanifestation antiraciste.

Cet embrouillamini, qu'on ne s'y leurre pas, n'est pas si incontrôlé que ça. Sous le désordre apparent, toute la classe dirigeante française, du parti de Le Pen à celui de Marchand, collabore de fait et maîtrise le processus de la réussite de deux objectifs. Le premier revient à recrédibiliser les institutions démocratiques de l'Etat, mal jugées par la population française en général et la classe ouvrière en particulier. Voyez, peuvent dire l'une ou l'autre fraction de la bourgeoise après ce tour de passe-passe démocratique, les chambres du Parlement, ça sert à quelque chose, ce n'est pas un jeu figé. Voyez, est en mesure d'avancer la fraction PS, à la direction de l'Etat, un gouvernement de démocrates sait reconnaître les erreurs qu'il a commises. Voyez, pontifient-ils

tous, la constitutionnalité de nos lois est garantie par l'avis d'une haute cour d'hommes chenus, sages et intègres. L'autre objectif consiste à populariser une loi absolument nécessaire à l'Etat en feignant de la soumettre au verdict de la rue et des organismes humanitaires (Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, OFPRA, FASTI, etc.), syndicats et groupes gauchistes qui ont appelé à la marche du 25 janvier dans la capitale. Une loi qui, reformulée (peut-être) mais sans changement sur le fond, demeurera ce qu'elle est, une attaque contre la classe ouvrière. Elle passera de toute façon car elle s'inscrit, au-delà de la France, dans le cadre d'une politique de la CEE préoccupée de blinder les frontières contre l'arrivée en masse plausible de populations fuyant les pays en complète faiilite économique à l'est et au sud de l'espace européen occidental.

Oui, toute la bourgeoisie est fondamentalement d'accord : les immigrés, elle n'en veut plus. Qu'ils restent à crever chez eux ! C'est pourquoi il faut particulièrement agonir d'injures le cynisme et l'hypocrisie insondables des amis de Mitterrand. Ce sont ces gens du PS, dont la bouche se trouve par ailleurs remplie de propos mielleux en faveur de l'intégration des immigrés (ils parlaient même naguère de leur accorder le droit de vote dans les consultations locales), de protestations antiracistes et de voeux de soutien économique aux populations misérables du Tiers-Monde, qui font pratiquement le plus montre de xénophobie. Leur gouvernement poursuit non seulement le travail anti-immigrés commencé par celui de Chirac entre 1986 et 1988 mais il le pousse encore à ses extrêmes, organisant la traque des ouvriers clandestins, les rafles dans les cités de travailleurs. Ledit amendement Marchand, par exemple, Pasqua l'avait déjà proposé quand il tenait le ministère de l'Intérieur (et à l'époque, les socialistes en avaient dénoncé son caractère quasi fasciste), mais en ne demandant que dix jours de rétention alors que son successeur d'aujourd'hui en réclame trente.

Là où les socialistes, dans cette affaire, sont les plus répugnants, c'est quand ils l'utilisent à l'évidence pour diviser la classe ouvrière entre travailleurs autochtones et ouvriers "étrangers" alors que les uns et les autres, qu'ils soient licenciés ou interdits de séjour, subissent tous aujourd'hui, de la part du capitalisme français et mondial, une même exclusion du travail, une identique privation des moyens élémentaires d'assurer leur survie.

Les socialistes, on ne peut plus en douter, représentent, de tous les démocrates, les pires dictateurs bourgeois. La classe ouvrière, dans sa globalité, a autant voire plus à craindre d'eux que de Le Pen et de l'extrême droite.

Sonia

Réorganisation du PS

COMMENT LA BOURGEOISIE SE PREPARE A AFFRONTER LA LUTTE DE CLASSE

■ Le moins que l'on puisse dire, c'est que ça secoue dans la classe politique bourgeoise en France ces dernières se-maines. Il est vrai que des échéances électorales se rapprochent et qu'au sein de chaque camp, comme au sein de chaque parti, la préparation de ces prochaines batailles a commencé.

Il s'agit en effet, à un premier niveau, de l'affrontement classique -expression des rivalités traditionnelles entre la droite et la gauche- pour le partage du pouvoir. Et sur ce plan, ces différentes fractions de la bourgeoisie nous gratifient en ce moment, et cette fois-ci encore plus que les précédentes, du spectacle écoeurant de ses déchirements. Que ce soit entre les deux camps principaux ou même plus, au sein de chacun d'entre eux, la tension monte et la guerre des chefs fait rage. Tous ces crabes ne cessent de se tirer dans les pattes jusqu'à s'envoyer à la figure, comme des paquets de merde, des "affaires" et des scandales financiers, tous plus sordides les uns que les autres, qui donnent la nausée et qui révèlent au grand jour leurs pratiques naturelles de gang-

A droite, Chirac et Giscard n'arrêtent pas de jouer la scène du "je t'aime, moi non plus" et à gauche, Rocard, Jospin, Fabius, Chevènement et les autres ne sont pas en reste. C'est cela le "jeu démocratique" de la bourgeoisie. Et c'est pour cette démocratie qu'ils appellent la classe ouvrière à se mobiliser et à se saigner en acceptant tous les sacrifices qu'ils lui imposent.

Mais au-delà de toutes ces rivalités mesquines et derrière tout le remue-ménage actuel, il y a surtout pour la bourgeoisie, la préparation d'un dispositif anti-ouvrier le plus efficace possible. La classe dominante en France se confronte effectivement à un problème important aujourd'hui : celui de se doter d'organes d'encadrement de la classe ouvrière, politiques et syndicaux, capables de faire face aux explosions sociales qui ne manqueront pas de surgir du fait de l'aggravation incessante et rapide des conditions de vie ouvrières, explosions qui non seulement s'opposeront aux intérêts du capital national mais aussi mettront en danger l'ordre bourgeois.

Avec l'arrivée de tous les partis de gauche (entraînant derrière eux les principaux syndicats) à la tête de l'Etat en 1981 arrivée qui avait dangereusement dégarni le front social-,

c'est ce même problème que la bourgeoisie française avait déjà eu à résoudre et qu'elle avait résolu en 1984 en renvoyant Marchais et les siens dans l'opposition. Depuis cette date et durant la deuxième moitié des années 80, c'est le PCF avec les syndicats, les gauchistes et leurs coordinations, qui a joué effectivement sur le terrain des luttes, le rôle de dévoyeur du combat ouvrier. Mais l'affaiblissement accéléré que connaît depuis deux ans le parti de la place du Colonel-Fabien, du fait de l'effondrement du stalinisme, repose à nouveau, aujourd'hui avec plus d'acuité et de gravité, ce problème à la classe dominante. Voilà pourquoi celle-ci se doit, dans des délais proches, de chercher à renforcer son appareil de gauche dans l'opposition. Voilà pourquoi actuellement nous assistons à une "réorganisation" au sein du PS. A travers le départ de Mauroy et l'arrivée de Fabius à la tête des socialistes, le PS est en train de se préparer à céder les rênes du pouvoir et surtout à se positionner au mieux pour mystifier les ouvriers. Ainsi, dès son accession, Fabius a annoncé la couleur en parlant de "la rénovation du PS et de la gauche", de la nécessité de "remobiliser un peuple de gauche", de même que l'un de ses principaux conseillers, Henri Weber (ancien leader trotskiste, soit dit en passant) appelle tous les socialistes à "développer l'action sociale sous toutes ses formes". En effet, après plus de dix ans de politique anti-ou-vrière au gouvernement, le PS a intérêt aujourd'hui à re-prendre ses discours de "gauche", "pro-ouvriers," s'il veut espérer demain pouvoir encadrer et canaliser les mouvements so-

Dans ce but, on voit déjà des élus et des militants socialistes, de plus en plus nombreux, exprimer leurs désaccords et même leur opposition avec la politique gouvernementale. C'est ainsi qu'on a pu assister récemment, au sénat, à une mascarade où le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France et sur la mise en place de "zones de transit" (véritables camps d'internement des travailleurs immigrés avant leur expulsion), proposé par le sinistre Marchand, a été adopté grâce aux voix de la droite et soi-disant malgré l'abstention hypocrite des socialistes. C'est dans le même sens que certaines grandes figures du PS, à l'instar de Chevènement, Dray et compagnie, tentent de faire des rassemble-ments ou des actions communes avec d'autres forces de

gauche aujourd'hui dispersées, comme les "refondateurs" du PC ou même certaines organisations gauchistes. Ce remueménage affecte également la partie syndicale de la gauche comme on peut le voir en ce moment à la CGT. Pour cette centrale en particulier, il s'agit, dès à présent, de "rompre" clairement avec le PC si elle ne veut pas se noyer et disparaître avec lui et si elle veut continuer à assumer son rôle infect dans les luttes ouvrières. Voilà pourquoi le successeur annoncé de Krasucki, Louis Viannet, trop marqué par ses accointances staliniennes, a tant de difficultés aujourd'hui à s'imposer.

Dans cette préparation des forces de gauche pour faire face aux échéances sociales futures, la campagne idéologique d'envergure qui est lancée actuellement contre la montée de Le Pen, contre le racisme, etc., joue un rôle très important. C'est leur cheval de bataille, c'est par lui qu'elles espèrent rassembler autour d'elles et mystifier le maximum d'ouvriers.

Il faut, comme le souhaite Fabius, que "la gauche soit au premier rang de la lutte contre l'extrême droite". Et en effet, comme on a pu le voir en ce 25 janvier, ils se sont tous retrouvés : le PS qui en est le principal orchestrateur (il se fend même d'un "Manifeste contre le Front National" autour duquel il compte rassembler toute la gauche), les organisations démocratiques et antiracistes" de tout poil comme celle de Harlem Désir, le PC et ses dissidents, les syndicats, les gauchistes, avec l'appui de toutes les associations "humanitaires", immigrées ou beurs.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser enivrer par tous ces chants de sirènes qui ne visent qu'à la détourner de son terrain de classe, ni se laisser endormir par tous les discours "généreux" et "pro-ouvriers" de cette bourgeoisie de gauche qui se prépare à saboter ses luttes de demain. Demain ils seront tous dans l'opposition et plus "défenseurs des intérêts ouvriers" que jamais.

Que la classe ouvrière n'oublie pas toute l'expérience qu'elle a faite notamment avec le gouvernement PS-PC soutenu par les syndicats. Qu'elle n'oublie pas ce que ces mêmes syndicats ainsi que les gauchistes ont fait de ses luttes durant tant d'années et qu'ils continuent de faire aujourd'hui.

Réunion publique le samedi 15 février à 17h à la salle de la

Permanences les jeudis 20 février et 5 mars à 20h30, à la

Vente de la presse au marché de Talensac le samedi 15

Permanence tous les samedis de 18h à 20h au 27, avenue de

Choisy, métro Porte-de-Choisy. Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-

Réunion publique le samedi 15 février à 14h30 à la Halle aux

Réunion publique le vendredi 21 février à 21h. Rendez-vous

sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-

Permanences les vendredis 21 février et 6 mars à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-

Exupéry (près du pont des Demoiselles). Vente de la presse les dimanches 9 février et 8 mars au

marché aux Légumes (près de la place Jeanne-d'Arc) de 11h30 à 12h30 et au marché aux Puces (place St-Sernin) de

Permanence le samedi 22 février à 17h au café-hôtel 'Le

Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier

JE (24.1.92)

La justice bourgeoise emprisonne un prolétaire

Suite à une grève qui a duré plusieurs mois à l'usine Rufa de Caen et pendant laquelle un comité de non-syndiqués s'était créé, une échauffourée a éclaté un matin (mars 1989) au siège social de l'entreprise entre la maîtrise et des prolétaires combatifs après une manifestation. (Voir "Le Prolétaire", organe du Parti Communiste International,

"Le Proletaire", organe du Parti Communiste International, n°403, octobre-novembre 1989).

Quelques mois après, un travailleur, Joël Lamy, dénoncé, a été condamné par la justice bourgeoise à :

- 6 mois de prison ferme par les tribunaux pénaux (l'emprisonnement doit avoir lieu le 4 février prochain)

- et peut-être une somme de 200 000 à 300 000 F de

dommages et intérêts par la justice civile.

Nous dénonçons encore une fois la justice bourgeoise qui ne se prive pas de frapper durement des prolétaires lorsqu'ils défendent leurs intérêts de classe.

Pour toute solidarité, notamment financière, écrire à : Joël Lamy Chemin du Pont-Chalan, 14210 Baron-sur-Odon.

REUNIONS PUBLIQUES-

SUR LE THEME:

Malgré ses difficultés présentes, la classe ouvrière porte toujours l'avenir de l'humanité

NANTES:

TOULOUSE:

11h à 12h.

février de 10h30 à 11h30.

BORDEAUX:

Réunion publique le samedi 22 février à 17h au "Café des Arts", 138, cours Victor-Hugo.

CLERMONT-FERRAND:

Réunion publique le vendredi 14 février à 21h à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre.

LILLE:

Réunion publique le samedi 22 février à 14h30 à la MNE, 23,

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

Réunion publique le samedi 22 février à 15h à la MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République). Vente de la presse chaque 2e mercredi du mois, au marché de Vaulx-en-Velin à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) de 17h30 à 18h30.

Réunion publique le samedi 29 février à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux. Vente de la presse le samedi 29 février de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.
Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disposibles du Internationale ou les numéros encore disponit "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

Galar (Paris): 320F; Annie (Coueron): 30F; R. (Strasbourg): 60F; F. (Noisy): 100F; P. (G.): 50F Lille (réunion publique du 19/12) J.: 50F; JAK: 30F; L: 20F; Isa: 15F; Michel: 5F.

Marseille: - réunion publique du 14/09: A.S.: 50F; J.C.B.: 10F; divers: 30F;

- réunion publique du 7/12 : No: 50F; FD: 50F; Cl: 20F; Jo: 50 F
Nantes : -permanence du 9/1 : Bacalao: 41 F;

-réunion publique du 11/1 : H.:450F ; G.: 400F ; A.L: 400 F; GM: 100 F;

ALL 400 F; GM: 100 F;

Paris: (réunion publique du 11/1): P.: 30F; CM: 100F;

JJ: 30 F; E.:30 F; CN: 50F; B::30F; Mo: 30 F; TP: 20 F;

FE: 50F; KL: 16F; LR: 30F; St.: 30F; YD: 20F; LL: 20F;

Jim: 20F; Rx: 10F; PP: 30F; FM: 50F; L.: 20F; Jq: 30F;

L::10F; Goup.: 50F; HN: 50F; Mrc: 50 F;

Rouen: D.: 250F.

Toulouse: -réunion publique du 22/11:Br.: 100F;
J.L.: 100F; P: 100F; D: 50F; G.: 50F; C.: 100F

*-réunion publique du 19/12: RA: 200F;
Morane: 50F; Bru: 400F; Lu: 50F; Ju: 50F.

Tours: Br.: 50F; Eve: 100F; GP: 200F; JL: 50F;
Bacalao: 50F

Bacalao: 50F.

Courant Communiste International Revue **Internationale** 68

SEULE LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE PEUT SORTIR LE MONDE DE LA BARBARIE Crise économique mondiale CRISE DU CREDIT, RELANCE IMPOSSIBLE, UNE RECESSION TOUJOURS PLUS PROFONDE Notes sur l'Impérialisme et la décomposition VERS LE PLUS GRAND CHAOS DE L'HISTOIRE Blian de 70 années de luttes de « liberation nationale ». Il AU 20⁶ SIECLE, LA « LIBERATION NATIONALE » MAILLON FORT DE LA CHAINE IMPERIALISTE

Explosion de l'URSS, massacres en Yougoslavie

Le communisme n'est pas un bel idéal, mais une necessite matérielle, l

DU COMMUNISME PRIMITIF AU SOCIALISME DE L'UTOPIE

Campagne antiraciste

(SUITE DE LA PAGE 4)

lié à la campagne sur le droit de vote aux immigrés et sur l'antiracisme. Ainsi, elle divise les ouvriers entre immigrés et français, avec des intérêts et des "droits" différents à défendre. Par la même occasion, la bourgeoisie dévoie les ouvriers du terrain de la lutte de classe, le vrai terrain de la défense de leurs intérêts. A travers tout ce cirque, elle espère ainsi les détourner de leurs véritables préoccupations, des questions des licenciements, du chômage, de la misère galopante. Elle voudrait encore leur faire accepter leur sort et faire passer plus aisément les attaques féroces qui vont tom-

ber dans la période à venir. Et cette campagne fait encore partie d'une vaste manoeuvre de la bourgeoisie des principaux pays du monde, des Etats-Unis (où on exploite les bons résultats du candidat raciste Duke) à la Belgique (où les progrès de l'extrême droite flamande sont montés en épingle), en passant par l'Allemagne (où on focalise sur les attaques anti-immigrées et sur les divisions entre ouvriers de l'Est et de l'Ouest -voir RI n° 206). C'est une manoeuvre qui prolonge les campagnes mensongères sur la prétendue "victoire du capitalisme démocratique" sur le "communisme totalitaire". Elle a pour but de faire croire aux ouvriers que la démocratie capitaliste est le seul système viable et qu'il n'y a pas d'alternative; elle cherche non seulement à leur faire accepter le capitalisme, mais encore à les engager à défendre la démocratie parcequ'elle serait ce qu'il y a encore de mieux.

Il n'y a pas de différence de nature entre le totalitarisme et la démocratie, comme entre le racisme et l'antiracisme ; ce sont les deux facettes complémentaires du même système capitaliste. Quand il s'agit de réprimer les ouvriers et de les exploiter sans vergogne, quand il s'agit de massacrer des populations entières pour leurs intérêts capitalistes, les démo-crates n'ont rien à envier aux staliniens ou aux fascistes, comme l'a montré il y a moins d'un an encore la guerre du Golfe. Ce sont bien ceux-là les pires, ces bourgeois démo-crates, dont les ouvriers doivent le plus se méfier. Qu'ils se souviennent de Rosa Luxemburg, dont le crâne fut fracassé par les fusils d'une soldatesque aux ordres de la social-démocratie qui présentait cette grande révolutionnaire comme une "dangereuse ennemie de la démocratie"! Ce sont les mêmes, aujourd'hui, qui n'hésiteront pas à massacrer du prolétaire et du révolutionnaire, au nom de la "défense de la démocratie" capitaliste contre la dictature du prolétariat! PPR (24.1.92)

TOTAL: 5087 F

Malgré ses graves erreurs, TROTSKI N'A JAMAIS TRAHI LE PROLETARIAT

Le courrier que nous publions ici est une critique de notre défense de Trotski publiée dans le numéro 179 de Révolution Internationale et notre brochure sur le trotskisme. Il soulève à la fois des questions théoriques générales et des problèmes politiques de très grande importance: la poursuite dans l'histoire de la lutte de classe du processus continu de développement et de décantation de l'organisation des révolu-tionnaires. C'est une question difficile et complexe qui fait appel à des notions politiques importantes du mouvement ouvrier, telles que le centrisme et l'opportunisme. Aussi ne pouvons nous qu'encourager nos lecteurs à se reporter à d'autres articles parus dans notre presse (1).

(...) A l'occasion de la réédition d'une brochure sur le trotskisme, le CCI s'est attaché à défendre la mémoire de Trotski de manière critique et à revendiquer l'appartenance de celui-ci à la tradition révolutionnaire. Si la plupart des erreurs de Trotski (...) sont bien mises en avant, (...) aucune place n'est accordée à l'analyse de ses positions sur la deuxième guerre mondiale. (...)

Cé que l'on retire de la lecture de l'ouvrage très instructif de D. Guérin "Sur la deuxième guerre mondiale", c'est que Trotski lui-même en 1939-40 est en train de sombrer avec armes et bagages dans le camp de la contre-révolution et qu'il est donc erroné d'écrire comme le fait un article (mai 89) de RI que ce sont les trotskistes qui ont fait de la doctrine du maître, une

idéologie contre-révolutionnaire. (...) Au moment de l'invasion de la Pologne, il écrit:

Notre appréciation générale du Kremlin et de l'IC ne modifie pas cependant le fait particulier que l'étatisation des formes de la propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressive. Il faut le reconnaître ouvertement. Si Hitler lançait demain ses armées à l'assaut de l'Est afin de rétablir l'"ordre" dans la Pologne orientale, les travailleurs d'avant-garde défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bona-partiste soviétique." (25/09/39, "l'URSS dans la guerre"). Et en juin 40, (...) "Nous exigeons que l'Etat procure im-

médiatement aux ouvriers et aux chômeurs la possibilité d'apprendre à s'exercer au maniement du fusil, de la mitrailleuse, du canon... de sorte que les ouvriers puissent devenir des spécialistes qualifiés de l'art militaire". ("Socialist Ap-

peal", 29 juin 40).

(...) Enfin, pour clore ce consternant florilège, voici un morceau choisi dans lequel Trotski prend clairement parti pour la démocratie contre le fascisme. "Si la démocratie doit être défendue, nous devrions la défendre également sur le sol européen; d'autant plus que c'est la meilleure façon de défendre la démocratie en Amérique... Ce que nous, travailleurs, estimons digne d'être défendu, nous sommes prêts à le défendre par des moyens militaires... Vous travailleurs, vous voulez défendre et améliorer la démocratie. Nous, de la 4ème Internationale, voulons aller plus loin. Cependant, nous sommes prêts à défendre la démocratie avec vous. (...) (Lettre à des amis, 13 août 1940).

(...) Les trotskistes n'ont fait que mettre en pratique les positions contre-révolutionnaires de Trotski lui-même. Celui-ci a été jusqu'au bout de la logique de ses positions théoriques élaborées dans les années 30, elles l'ont mené, lui qui aimait dire que la réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique, dans le

camp du capital.

M et L **NOTRE REPONSE**

Avant d'en venir aux arguments de nos lecteurs qui défendent l'idée que Trotski a trahi le camp internationaliste en 1939, il faut préciser que notre défense du courant trotskiste et de Trotski, dans les années 30, a toujours été accompagnée de critiques très dures. Il est clair que les positions de Trotski furent d'abord "centristes" à partir du milieu des années 20 (cf. la brochure du CCI sur l'histoire de la "Gauche italienne" et la partie traitant de ses relations avec l'Opposition Internationale de Gauche - 1929-33), puis carrément "opportunistes" au cours des années 30, notamment par rapport à la question de l'entrisme dans la II° Internationale traître et sur la question des "Fronts populaires" en France et en Espagne durant la guerre civile. Ces précisions nous permettent de dire à nos lecteurs que l'involution de Trotski et du courant trotskiste les amène à se rapprocher toujours plus du mo-ment où l'on franchit le Rubicon et où l'on quitte le terrain prolétarien pour le camp bourgeois. En effet, dans le mouvement ouvrier, les organisations révolutionnaires défendant des positions opportunistes ne peuvent pas se maintenir indéfiniment dans le camp révolutionnaire. L'histoire nous en-seigne que, face à des événements déterminants tels que la guerre ou la révolution, les courants opportunistes passent avec armes et bagages dans le camp ennemi, celui de la bourgeoisie. C'est ce que les épigones de Trotski, et tout le courant trotskiste comme un tout (quelles que soient ses diverses officines), ont fait au cours de la seconde guerre mon-

Trotski est assassiné au moment crucial où l'histoire oblige à prendre une position claire face à la guerre impérialiste. Et rien ne permet de conclure catégoriquement que Trotski aurait appelé les ouvriers à se battre dans la Résistance ou dans un camp bourgeois et impérialiste durant la guerre. On sait, par contre, que Natalia Trotski a rompu avec le trotskisme sur cette question et qu'elle affirmait que Trotski était en train de revoir sa position sur la nature de l'URSS au moment de son assassinat (voir "Les enfants du prophète" de J.Roussel, Cahiers Spartacus).

Quand et comment peut-on juger qu'une organisation révolutionnaire quitte le terrain prolétarien?

La question du passage d'un courant révolutionnaire dans le camp bourgeois est une question cruciale. En effet, dès lors qu'un organe politique révolutionnaire constitué est passé dans le camp de la bourgeoisie, il est définitivement perdu pour la classe ouvrière, ainsi que le montre toute l'histoire du mouvement ouvrier, et cela sans retour possible. C'est le cas de la social-démocratie et des partis communistes. En août 1914, les principaux partis de la social-démocratie votent les crédits de guerre et envoient les prolétaires s'entre massacrer sur les fronts; depuis lors, ils se sont toujours montrés de fidèles agents de la bourgeoisie. De même, les partis communistes qui deviennent des partis nationaux en 1935, participent à la Résistance à côté des autres partis bourgeois. Depuis lors, en fidèles agents du capitalisme, ils ont de nombreuses fois participé à des gouvernements bourgeois, notamment à la Libération.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour des individus isolés d'accomplir une véritable rupture avec l'idéologie bour-

geoise.

De ce fait, déterminer le moment où une organisation révolutionnaire passe dans le camp bourgeois est extrêmement grave, car cela signifie sanctionner le moment de sa mort définitive comme instrument de la classe ouvrière; autrement dit quand, en son sein, aucun courant organisé ne peut plus en sortir sur des bases révolutionnaires.

C'est pourquoi il faut être très prudent pour déterminer quand un courant prolétarien trahit, et quand il passe définitivement dans le camp bourgeois. C'est la raison pour laquelle seuls deux moments fondamentaux et indiscutables de l'histoire de l'humanité permettent de porter un jugement aussi grave et de déterminer dans quel camp se situe définitivement une organisation : la guerre et la révolution.

Sans être armé de ces critères, on peut, comme certains, trancher sans rigueur. Comme par exemple décréter du passage de Trotski à la contre révolution dès l'écrasement de l'insurrection prolétarienne de Kronstadt en 1921. Mais ceux qui défendent cette idée doivent aller jusqu'au bout de cet argument et dire que le combat de Trotski contre Staline dans les années 20 était un combat entre bourgeois; dire aussi que toute l'histoire du mouvement ouvrier après cette date appartient à la bourgeoisie. Plus aucune leçon, ni de l'expérience russe, ni des luttes politiques au sein de l'IC ne pourraient donc nous être utiles. C'est-à-dire qu'il faudrait rejeter les courants issus de l'IC, le combat des révolutionnaires dans l'Opposition de Gauche Internationale de 1929 à 1933 et celui de la "Gauche italienne". Une telle vision aboutit à dire qu'il n'y a plus de révolutionnaires depuis le début des années 20. Cette position est intenable car l'histoire de la classe ouvrière ne peut exister sans une expression organisée des révolutionnaires.

La thèse de la trahison du courant trotskiste soit en 1936 au cours de la guerre d'Espagne, soit en 1939, ne permet pas d'expliquer les ruptures organiques comme celles de la section espagnole de la IVe Internationale et de Munis, des RKD et du groupe grec autour de Stinas aboutissant à la création de "Socialisme ou Barbarie". Si le trotskisme était un courant bourgeois dès 1936, il aurait en effet été impossible que surgissent en son sein des groupes révolutionnaires.

La vision de nos lecteurs, qui voient en Trotski un contrerévolutionnaire dès 1939, aboutit à s'interdire de comprendre le difficile processus de développement des idées révolutionnaires et de l'émergence des positions de classe. Une telle vision de l'histoire jugée et figée a posteriori risque de rapidement aboutir à l'idéalisme. La théorie marxiste, par contre, se développe au travers des luttes de fractions politiques au sein de situations historiques et politiques contradictoires. C'est au cours d'un long processus de confronta-tions que les révolutionnaires forgent leurs positions politiques et théoriques.

La prise de position de Trotski dans les premiers mois de la guerre

D'après nos lecteurs, Trotski aurait trahi la classe ouvrière en 1939 en défendant un camp impérialiste, l'URSS, et en appelant les ouvriers à être "des spécialistes qualifiés de l'art militaire" ("Socialist Appeal", 29 juin 1940).

Cette idée a déjà été avancée pendant la guerre civile espagnole où Trotski demandait aux ouvriers d'être "les meileurs soldats contre les fascistes" ("La révolution espagnole" -Ed. Minuit), ou encore "mon premier conseil est qu'ils soient (...) les meilleurs soldats dans le camp de Caballero" ("Les révolutionnaires dans la guerre civile" - 14 avril 1937). Pourquoi nos lecteurs ne tirent-ils pas la conclusion qu'ils invoquent en 1940, pour 1937 ? Peut être est-ce parce que Trotski dénonce avec la même force et dans le même texte d'une part le Gouvernement Caballero, le Front populaire, et d'autre part le camp "fasciste" de Franco ?

Si nos lecteurs ont donc raison de ne pas rejeter le trotskisme en 1937 comme un courant bourgeois, défendre l'idée de sa trahison en 1939 est fausse pour les mêmes raisons.

Le CCI a depuis longtemps analysé les racines des erreurs de Trotski qui, dès les années 30, devaient le rapprocher de plus en plus du camp ennemi (voir "Les erreurs fatales de Trotski" dans notre brochure "Le trotskisme contre la classe ouvrière").

Trotski n'a pas compris le changement de cours historique qui s'oriente vers la guerre impérialiste à la fin des années 20 et il n'a pas tiré toutes les conséquences de la première guerre mondiale avec l'entrée dans la décadence du capitalisme : situation nouvelle qui entraîne des modifications importantes du programme révolutionnaire et des critiques envers celui de l'IC qui était encore entaché de la vision liée à la période de l'ascendance du capitalisme.

En 1939, le moment de vérité s'approche, les prises de positions sur la guerre vont créer une délimitation claire entre la bourgeoisie et les révolutionnaires. Les erreurs d'analyse de Trotski sur la guerre, la démocratie et la nature de l'URSS, sont un lourd handicap; autant d'erreurs qui le conduisent d'ailleurs à adopter des positions de plus en plus

La "défense de l'URSS", amène Trotski à une position très ambiguë. Même si ce soutien est immédiatement assorti de l'idée d'accomplir la "révolution politique" contre Staline qui devrait être, à son avis, plus facile à la faveur de la guerre. "La défense de l'URSS coıncide en principe avec la préparation de la révolution prolétarienne mondiale" ("Conférence

Le passage cité par nos lecteurs sur l'armement des prolétaires, provient également du Manifeste de la "Conférence d'Alarme" de la IVe Internationale tenue le 26 mai 1940 à New-York. Pour être plus complets, ces derniers auraient dû citer ce qui vient immédiatement après et qui, pour Trotski, en est la conséquence: "Cette guerre n'est pas notre guerre! La IVe Internationale édifie sa politique non pas sur la fortune des armes des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, une guerre des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes dominantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale...' Trotski défend là les principes même de l'internationalisme

Plus particulièrement, et pour ce qui nous intéresse ici, ses erreurs l'ont amené à ne pas comprendre les conséquences d'une guerre totale dont les données ne sont pas comparables à celles de la guerre de 1914. Il pense notamment à la répétition de fronts militaires comme durant la première guerre mondiale; c'est pourquoi il prône le même travail révolutionnaire dans l'armée: "Poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, dans les manufactures, dans les villages, dans les ca-sernes, au front et dans la flotte" ("Conférence d'Alarme"). Trotski défend encore l'idée du travail révolutionnaire au sein de l'armée. Or, une des caractéristiques de la guerre "moderne", c'est qu'il n'y a plus de tranchées et de fronts comme en 1914. La guerre devient une guerre de mouvement, une guerre technologique qui empêche la fraternisation des prolétaires en armes sur le front. Il est donc illusoire de continuer à dire aux prolétaires d'être de bons soldats pour connaître le maniement des armes et pour s'en servir contre sa bourgeoisie, tout comme d'attendre la fraternisa-

Nos lecteurs citent également un passage sur les "avancées" politiques de la démocratie. La position de Trotski est en fait la position classique de la IIIe Internationale qui défendait les avancées de la démocratie censées être le tremplin sur lequel les ouvriers devaient s'appuyer. Nos lecteurs le verraient immédiatement s'ils n'étaient pas préoccupés par la volonté de tout comprendre à travers la conclusion à laquelle ils désirent aboutir en cherchant uniquement les citations qui vont dans le sens de la trahison de Trotski.

Trotski a certes commis des erreurs très graves dans les années 1920-30, mais rien ne permet de savoir s'il serait passé dans le camp ennemi à l'occasion de la guerre, s'il n'avait pas été assassiné. En revanche, c'est sur la base de ses erreurs d'analyse sur le capitalisme mondial et de sa position ambiguë sur la "nature" et la "défense" de l'URSS que, après la mort de Trotski et progressivement au cours de la guerre, ses épigones ont été amenés à participer au second holocauste mondial, en prenant fait et cause pour un camp bour-geois, celui des "démocraties" et de l'URSS, contre l'autre camp bourgeois, celui des Etats "fascistes". Ces faits sont par contre incontestables.

Pour R.I.,

(1) Notamment "RI" n° 13 et 14 (1975), la brochure du CCI sur "L'histoire de la "Gauche italienne", et la "Revue Internationale" n° 43 et 44.

APPEL AUX LECTEURS:

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui dési-rent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient égale-ment utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat au-jourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous

Lisez notre nouvelle brochure

· Cette brochure s'inscrit directement dans le combat que doivent mener les révolutionnaires contre les campagnes mensongères de la bourgeoisie visant à faire croire aux ouvriers que l'effondrement du sta-linisme serait celui du communisme. Constituée à partir d'articles parus dans la presse du CCI, elle développe en particulier les points suivants :

Le stalinisme, en COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL **EFFONDREMENT**

tant que régime politique, n'est que la forme particulière prise par le pouvoir du capital en Russuite à la défaite de la grande vague révolutionnaire qui a secoué le monde au len-demain de la première guerre mon-diale. Si les régimes staliniens, face aux coups de boutoir de la crise économique mondiale, se sont effondrés les remiers, cela n'est dû qu'à des spécificités les rendant plus vulnérables face à celle-ci, et non pas à une quelconque différence de

DU STALINISME

PAYS DE L'EST - URSS Ce n'est pas la mort du communisme

C'est la décomposition du capitalisme

COMMUNISME

C'est la perspective prolétarienne C'est le seul avenir pour l'humanite

Protétaires de tous les pays unissez-vous

nature. Le stalinisme a été l'artisan de la contre-révolution en Russie où il s'est imposé par la répression systématique et massive de la classe ouvrière, par l'élimination au sein du parti bolchevik de ceux qui avaient été les principales figures d'Octobre 1917. Partout dans le monde, il a été, dans les années 30, à travers les PC, le bras armé de la contre-révolution parmi les rangs du prolétariat.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie, des PC à l'extrême droite en passant par les sociaux-démocrates, ont, depuis plus de soixante ans (sans oublier le courant trotskiste, à compter de la seconde guerre mondiale), monté et entretenu de façon complice l'une des super-cheries les plus énormes de l'histoire, selon laquelle le stalinisme serait la continuité du régime politique issu de la révolution de 1917 en Russie. Dans le mouvement ouvrier, le combat contre le stalinisme remonte à loin puisqu'il s'est développé déjà dans le parti bolchevik lui-même puis au sein des PC dès les années 20 avant de se poursuivre avec les groupes de la Gauche communiste.

Pour assumer ses responsabilités historiques, la classe ouvrière dispose de capacités gigantesques, ainsi qu'elle l'a bien montré, dans la deuxième décennie de ce siècle, à travers sa mobilisation internationale sur le terrain révolutionnaire, en contraignant la bourgeoisie à mettre un terme à la première boucherie mondiale, et en ébranlant son système jusque dans ses fondements.

Le communisme n'est pas une utopie, mais constitue une possibilité réelle. Il est une nécessité et la seule alternative face à la barbarie et au chaos grandissants du capitalisme à l'agonie.

Les géants industriels américains s'effondrent

A L'OUEST AUSSI, LE CAPITALISME SIGNE SA FAILLITE ECONOMIQUE

■ On nous avait dit: si l'économie des pays de l'Est s'effondre, c'est parce qu'elle n'est pas capitaliste. On nous avait dit: si l'économie des pays sous-développés s'écroule, c'est parce que les gouvernements ne savent pas y gérer le capitalisme. Que vont-ils nous dire maintenant? Maintenant que c'est IBM, General Motors, United Technologies, qui annoncent des dizaines de milliers de licenciements et la fermeture de centaines d'usines, aux Etats Unis et à l'étranger?

Ces trois entreprises ne sont pas n'importe quoi. Elles sont au tout premier rang des fleurons de l'industrie nord-américaine et du capitalisme occidental. De General Motors (premier constructeur d'automobiles du monde), on disait tout simplement: « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats Unis.» IBM (premier constructeur d'ordinateurs de la planète) a été présenté, pendant les trois dernières décennies, comme Le modèle de dynamisme et de bonne gestion capitalistes: jamais, même pendant les grandes récessions ouvertes de 1974-1975 ou de 1980-1982, « big blue », comme on l'appelle dans les milieux boursiers, n'avait cessé de faire des profits. Quant à United Technologies, il s'agit d'un des premiers et plus avancés groupes industriels américains, spécialisé dans les moteurs d'avions (Pratt and Whitney), l'espace et l'aéronautique (hélicoptères Sikorsky, Hamilton Standard), les ascenseurs (Otis) ou la climatisation (Carrier). Leur empire économique est aussi vaste que celui des Etats-Unis.

Les gérants de ces monstres sacrés du capital pur et dur, sortis des « meilleures écoles de gestion d'entreprises du monde » (celles-là mêmes où se précipitent aujourd'hui les apparatchiks de l'Est à la recherche de formules magiques), prétendent présenter l'écroulement de leurs entreprises comme des mesures de « restructuration » pour « mieux s'adapter ». Mais l'ampleur du massacre qu'ils annoncent parle d'elle-même : ce n'est pas de « restructuration pour mieux redémarrer » qu'il s'agit, mais d'une auto-mutilation pour tenter d'échapper à la gangrène de la faillite qui ronge le coeur de la machine capitaliste mondiale. Qu'on en juge.

IBM, pour la première fois de sa moderne existence, ne réalise plus de profits mais des pertes, et le plongeon « dans le rouge » est à la taille du monstre (1). Conséquence : 20 000 licenciements annoncés, à ajouter aux 29 000 déjà réalisés en 1991. General Motors, qui croule sous les dettes, prévoit 74 000 licenciements et la fermeture de 21 usines dans le monde (dont deux tiers de ses usines en Amérique du Nord). United Technologies, qui vient d'annoncer plus d'un milliard de dollars de pertes pour 1991, envisage 14 000 suppressions d'emploi et la fermeture de cent usines dans le

Ce qui est mauvais pour les capitalistes américains l'est pour les capitalistes de tous les pays de la planète. Car, de-puis 20 ans, c'est la course effrénée de la «locomotive» américaine dans le tunnel de l'endettement qui a tiré les wagons, de moins en moins nombreux et de plus en plus délabrés du reste de l'économie occidentale. Mais c'est un tunnel sans issue. Au bout, il n'y a que le crash.

Ce qu'on ne nous dit pas, ce qu'ils ne peuvent pas nous dire, parce qu'ils ne le savent pas eux-mêmes, c'est que c'est toute la machine, leur système, le mode de production capitaliste lui-même qui s'étrangle de plus en plus dans les filets de ses propres contradictions historiques. Telle est la véritable signification des annonces catastrophiques de ces trois fleurons de l'industrie américaine.

S'ils licencient autant de travailleurs (les mieux instruits et expérimentés du monde), s'ils condamnent à la rouille et au pourrissement des centaines d'usines (en parfait état de marche et dotées des dernières innovations techniques), ce n'est pas parce qu'ils ne savent pas (contrairement aux bu-reaucraties corrompues et inefficaces de l'Est et du Tiers Monde) les exploiter et les gérer de la façon la plus efficace, mais parce qu'ils ne parviennent pas à vendre ce qu'ils produisent. Le capitalisme, « l'économie de marché », pour employer ce terme des journalistes honteux d'aujourd'hui, est incapable de créer son propre marché. Telle est la contradiction interne majeure, insurmontable qu'avait découverte, le premier, celui qu'on prétend enterrer aujourd'hui sous les décombres du capitalisme d'Etat stalinien, Karl Marx, et lui seul. Il ne s'agit pas d'erreurs de gestion. C'est la meilleure gestion capitaliste possible. C'est l'adaptation du capital à ce qu'il crée : la mort et le néant.

RV (25. 1.92)

(1) 6 milliards de dollars de profits en 1990, près de 3 milliards de pertes en 1991, c'est 9 milliards de moins de « résultats » en un an.

La classe ouvrière porte toujours l'avenir de l'humanité

(SUITE DE LA PAGE 8)

va intervenir cette reprise des combats de classe. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'elle est inévitable. Même dans les pires périodes de contre-révolution, comme ce fut le cas en mai 1936 en France, le prolétariat a fait la preuve qu'il n'était pas prêt à subir sans réagir les attaques économiques du capital. De même, ses défaites les plus cuisantes ne l'ont jamais empêché de relever la tête : dès 1913, les ouvriers de Russie, dont la révolution de 1905 avait été brutalement écrasée dans le sang, reprenaient massivement le chemin de la lutte. Aujourd'hui, nous sommes bien loin d'une telle situation. Fondamentalement, au-delà de la paralysie immédiate, les réserves profondes de combativité de la classe ouvrière n'ont pu être détruites dans la mesure où celle-ci n'a pas subi de réelle défaite sur son terrain. C'est d'ailleurs pour cette raison, afin de "mouiller la poudre", d'affaiblir la puissance des futurs combats prolétariens, que tous les secteurs de la bourgeoisie s'emploient, comme nous l'avons mis régulièrement en évidence dans notre journal, à provoquer des combats prématurés qui, dans le contexte général de faible combativité, ne peuvent que rester isolés et provoquer un surcroît de démoralisation (1).

Le chemin qui permettra au prolétariat d'effacer le recul de la conscience en son sein provoqué par la mort du prétendu "communisme" sera nécessairement plus long que celui de la reprise de sa combativité de classe. Ce n'est pas du jour au lendemain que les grandes masses ouvrières pourront se dégager d'un mensonge vieux d'un demi-siècle et que les conditions de la mort du stalinisme n'ont pas permis de démasquer réellement. La classe ouvrière ne pourra surmonter le poids de cette mystification et se tourner de nouveau vers la perspective du remplacement du capitalisme par une autre société qu'après avoir pleinement constaté la faillite totale et définitive du mode de production capitaliste. Mais cette faillite, chaque jour qui passe la rend plus évidente, notamment avec la poursuite de la récession mondiale débutée en 1990. Aujourd'hui, l'effondrement du capitalisme, comme nous l'avons fréquemment mis en évidence dans notre presse, est beaucoup moins soudain qu'au début des années 30. Il est, en revanche, beaucoup plus profond et, surtout, il n'existe aucune possibilité de reprise telle que celle permise, dans la seconde partie des années 30, par les politiques d'armement et de grands travaux du régime nazi en allemagne et du New Deal américain. A cette époque, la capacité du capitalisme à "rebondir" après l'effondrement de 1929 avait constitué un puissant facteur de renforcement des illusions, et donc de la contre-révolution, qui pesait sur une classe ouvrière dont les combats de l'après-guerre avaient étés cruellement défaits. Aujourd'hui, non seulement les difficultés que rencontre la classe ouvrière n'ont rien de comparable avec celles de cette époque - en particulier, la croissance générale des taux d'abstention témoigne de l'usure considérable de la mystification démocratique redoutable dans les années 30 -, mais en outre, l'enfoncement inexorable du capitalisme dans sa crise ne pourra que détruire de façon croissante les illusions qu'il réussit encore à colporter.

Par ailleurs, la permanence et l'intensification des affrontements guerriers dans lesquels les pays développés seront de plus en plus impliqués ne pourra, à l'image de la guerre du Golfe, que laminer encore plus les illusions sur les défenseurs de la "civilisation" que sont les démocraties qui gouvernent les pays avancés. En même temps sera de plus en plus dévoilé aux yeux des prolétaires que la barbarie guerrière n'est pas le triste privilège des régions périphériques du capitalisme, résultant de conflits ethniques archaïques, mais bien la nature même de ce système menaçant de façon croissante la survie même de l'humanité.

Cependant, la capacité du prolétariat à transformer le constat de faillite du capitalisme, la compréhension de son caractère définitivement barbare, en une perspective révolutionnaire dépendra étroitement de la prise de conscience de sa force de classe. La conscience et la combativité ne sont

pas liées de façon mécanique, elles peuvent même, à certains moments, évoluer dans des sens opposés. Mais l'accroissement de la combativité de la classe ouvrière, dans un contexte historique où elle n'est pas embrigadée derrière les drapeaux bourgeois, débouche, par le développement de la solidarité ouvrière et de la confiance en soi du prolétariat, sur une avancée de la conscience en son sein. C'est pour cela que la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la classe ouvrière porte avec elle la sortie du recul qu'elle a subi depuis deux ans. Et dès lors que des masses croissantes d'ouvriers auront renoué avec l'idée de la possibilité d'une autre société, qu'il s'avanceront sur la perspective révolutionnaire de leur classe, ils seront également en mesure de transformer le constat de la barbarie et du chaos qui se déchaînent sur le monde, constat qui, aujourd'hui, agit surtout comme facteur de désarroi, en un approfondissement de leur réflexion et en un renforcement de la volonté d'en finir avec le capitalisme.

En déchaînant ses campagnes récentes, la bourgeoisie espérait détourner définitivement la classe ouvrière du chemin qui conduit à son émancipation. Ce chemin est long et semé d'embûches, mais c'est de façon provisoire qu'elle s'en est écartée. C'est pour cela que, plus que jamais, l'avenir de l'humanité se trouve entre les mains du prolétariat.

(1) Même le ministre du Travail, Madame Martine Aubry, déplore qu'en 1991, le nombre d'heures perdues du fait des conflits sociaux ait été le plus faible depuis 1945. Elle y voit "un élément de la crise de la démocratie" et le signe d'"une société qui ne bouge pas". Nous pouvons la rassurer : lorsque la société va bouger, elle ne scra pas déçue du voyage.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI:

ANGERS: "Contact", rue Lepneveu BORDEAUX: "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine BREST: "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès CLERMONT-FERRAND: "Le Papyvore", 3, rue de l'Ente

. Maison de la Presse, place de Jaude

DUNKERQUE: Maison de la Presse, 34, rue Poincaré

LAVAL: "Point presse", Centre Cial La Mayenne

. Maison de la Presse, place de La Trémoille

LE HAVRE: "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales

LILLE: "Galerie", 57, rue de Béthune

Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny

LYON: "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^c)
. "La Proue", 15 rue Childebert (2^c)
MARSEILLE: "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1er)
. "Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1er)
. Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15^c)

. Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15°)
. Maison de la Presse, rue Lamartine, (Martigues)
. Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)
MELUN: "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle
MONTAUBAN: Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER: "La Brèche", rue de l'Université
NANTES: "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
. "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest

"Lanoë", 2, rue de Verdun

"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine ORLEANS: "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance

PARIS: "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^c) . "Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{cr}) . "FNAC" Forum des Halles (1^{cr})

. "L'Harmattan Europe", 21 bis, ruc des Ecoles (5^c)
. "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux (Montrouge)

SAINT-NAZAIRE: "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès

TOULOUSE: "Toulouse Presse", 60, rue Bayard

"FNAC", 1 bis, place Occitane

"Les Arcades", place du Capitole

TOURS: "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

PUBLICATIONS:

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication:

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134,BXL 1 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique) Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600 Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

> **REVOLUTION INTERNATIONALE** R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS:

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal : FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE IN-TERNATIONALE: FRANCE: 75F; ETRANGER: 75F; PAR AVION: 90F ABONNEMENT COUPLE (journal + revue): FRANCE: 170F; ETRANGER: 170F; PAR AVION: 210F Abonnements et versements par chèque bancaire ou pos-

ABONNEMENT DIFFUSEUR:

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes : - Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F. - Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F; à 3:250F. Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES:

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE 15F + 3F pour frais d'envoi NATION OU CLASSE 15F + 3F pour frais d'envoi LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE 30 F + 3F pour frais d'envoi PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I. 15F + 3F pour frais d'envoi ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE **DE CLASSE** LA DECADENCE DU CAPITALISME L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION 20F + 6F pour frais d'envoi **BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE** 15F + 3F pour frais d'envoi BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88) 10F + 6F pour frais d'envoi **GUERRE DU GOLFE** 15F + 6F pour frais d'envoi LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE 80F + 12F pour frais d'envoi LA GAUCHE HOLLANDAISE 120F + 12F pour frais d'envoi L'EFFONDREMENT DU STALINISME

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés: ISSN 0336 464 X

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P. Imprimerie G. Tautin. 9, cité Beauharnais 75011 Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire: 54267

20F + 6F pour frais d'envoi

-MALGRE SES DIFFICULTES PRESENTES,-LA CLASSE OUVRIERE PORTE TOUJOURS L'AVENIR DE L'HUMANITE

Le chaos sanglant qui se déchaîne aujourd'hui dans le monde, et dont même la bourgeoisie n'essaie pas de cacher qu'il va encore s'aggraver, constitue un dési pour la classe ouvrière. En effet, l'histoire a montré, notamment lors de la première guerre mondiale, qui fut arrêtée par l'action révolutionnaire du prolétariat, que seule cette classe peut faire obstacle à la barbarie du capitalisme et renverser ce système. Or, à l'heure actuelle, au milieu des convulsions tragiques qui secouent le monde, les luttes ouvrières se distinguent par une grande faiblesse. Pourtant, les raisons d'un développement de la combativité ouvrière ne manquent nulle part. Les ouvriers des pays de l'Est subissent des attaques d'une brutalité inouïe réduisant bien souvent de moitié leur niveau de vie et les livrant pratiquement à la famine. Quant à ceux des pays avancés d'Occident, ils sont également confrontés, avec l'aggravation de la récession, à dégradation considérable de leurs conditions

d'existence : licenciements massifs dans tous les secteurs, baisse des salaires, augmentation des cadences, etc. Cependant, on a pu constater, ces deux dernières années, une réelle difficulté de la classe ouvrière à développer ses combats à la mesure des attaques qui lui sont assénées. Alors que, depuis la fin des années 60, et notamment au cours des années 80, le prolétariat avait montré sa capacité à riposter massivement aux plans d'austérité capitalistes, comment peut-on comprendre cette relative "apathie" de la classe ouvrière? Le recul actuel de la lutte de classe sur la scène mondiale significrait-il que la bourgeoisie est parvenue à neutraliser définitivement son ennemi mortel? Les ouvriers auraient-ils fini par renoncer au combat? La bourgeoisie aurait-elle désormais les mains libres pour embrigader la classe ouvrière derrière ses drapeaux et l'entraîner une nouvelle fois vers des massacres impérialistes généralisés?

■ On ne peut répondre à ces questions sans, d'abord, établir une claire distinction entre les différents secteurs du prolétariat mondial. En effet, même si les intérêts, tant historiques qu'immédiats, de ces différents secteurs sont identiques par le fait même qu'ils appartiennent à une même classe porteuse d'une même perspective pour l'ensemble de l'humanité, le développement inégal du capitalisme ainsi que l'histoire de ce siècle les ont placés dans des conditions de lutte très différentes. Comme nous l'avons mis en évidence en de nombreuses occasions, la force véritable du prolétariat mondial, c'est dans les grandes concentrations ouvrières des pays développés, et particulièrement celles d'Europe occidentale, qu'on la trouve. C'est donc de la capacité de cette partie du prolétariat à surmonter ses difficultés actuelles que dépend l'évolution du rapport de forces à l'échelle mondiale entre les deux classes fondamentales de la société.

D'autre part, pour comprendre les conditions du dépassement par la classe ouvrière de son recul actuel, il est nécessaire de mettre en évidence les causes et les caractéristiques

LES CAUSES ET CARACTERISTIQUES DU RECUL DE LA CLASSE OUVRIERE

Depuis plus de deux ans, notre presse a mis en évidence l'impact négatif que devait nécessairement avoir sur la classe ouvrière l'effondrement des régimes soi-disant "socialistes" et de l'ensemble de l'ex-bloc de l'Est. C'est vrai que le stali-nisme a constitué le fer de lance de la contre-révolution qui s'est abattue sur le prolétariat après la vague révolutionnaire mondiale du premier après-guerre, et dont la révolution de 1917 en Russie avait constitué le point culminant. Cependant, la mort de cet ennemi des ouvriers et de la révolution ne signifiait pas automatiquement un renforcement du prolétariat. Dans les pays de l'Est, des décennies de domination brutale et cynique de partis prétendument communistes, la terreur, la misère, les pénuries, ont détourné, pour un bon moment, les prolétaires de toute idée de socialisme et même de lutte de classe, ce qui les a conduits à reporter leurs espoirs vers le "capitalisme libéral" à l'occidentale. Dans les pays avancés d'Occident, l'effondrement des régimes considérés comme "communistes" a été présenté de façon systé-matique par tous les médias et par la grande majorité des forces politiques bourgeoises comme le signe de la faillite dé-finitive du communisme, du marxisme, de toute perspective tie" était en train de terrasser le "totalitarisme" alors que la disparition de l'un des deux blocs qui se partageaient le monde depuis quarante ans, celui que Reagan avait appelé l'"empire du mal", ouvrait la porte à un "nouvel ordre mondial" (George Bush) fait de paix et de profesité.

Ce type de campagne, dont l'efficacité était renforcée par l'image de l'euphorie des populations de l'Est (et particulièrement des habitants de la RDA, qui voyaient s'effondrer le mur de Berlin) a eu un impact important sur la conscience des prolétaires d'Europe occidentale. C'était le point d'orgue du plus grand mensonge de tous les temps, celui qui présentait comme du "socialisme" la variante stalinienne du capitalisme d'Etat qui régnait en URSS et dans ses satellites, celui

qui appelait "révolutionnaires" les partis qui s'étaient fait les fossoyeurs de la révolution mondiale, les partis dits "communistes". Un tel mensonge avait constitué l'arme la plus efficace de la contre-révolution. Il avait été le meilleur moyen de dégoûter les ouvriers du socialisme ou bien de les embrigader derrière la défense d'une forme particulière de capitalisme. En 1989, dans la mesure où ce n'est pas sous la poussée de la lutte de classe que les régimes staliniens se sont disloqués, mais à la suite de leur effondrement économique, la bourgeoisie a pu préserver, et même renforcer notablement, l'impact de ce mensonge. Si le stalinisme avait totalement cessé de faire recette, plus aucun ouvrier ne pouvant désormais penser que les régimes des pays de l'Est avaient constitué une sorte de "paradis", il emportait dans sa mort, pour la majorité des prolétaires, l'idée qu'il puisse exister une autre société que le capitalisme.

Ainsi les évènements de l'automne 1989 sont venus mettre

un terme définitif à toute une vague de luttes qui avait débuté six ans auparavant et qui avait permis à la classe ouvrière, à travers toute une expérience de confrontation avec les différentes forces de la bourgeoisie, notamment les syndicats, d'avancer sensiblement sur le chemin de sa prise de conscience. Le choc de 1989 a représenté un recul très net de la conscience dans la classe ouvrière. Il a été suivi également, pendant quelques mois, d'un recul de sa combativité : lorsque des évènements aussi considérables que ceux de l'Est occupent les médias et les esprits, la préoccupation première des ouvriers cesse momentanément d'être celle de la feuille de paie, des fins de mois difficiles ou des conditions de tra-vail. Cependant, ces circonstances n'ont pas affecté la combativité ouvrière de façon durable. D'une part, elles ont été vécues comme relativement "extérieures" à la vie quotidienne des prolétaires, sans menace particulière pour eux. D'autre part, la nouvelle récession qui commençait à se développer était déjà ressentie durement au début de 1990 sous forme d'attaques anti-ouvrières de plus en plus brutales. C'est pour cette raison que, dès le printemps 1990, on pouvait assister à un nouveau développement des combats ouvriers. Cette reprise de la combativité allait cependant se briser, dès l'été 1990, sur la crise du Golfe et la guerre qui allait la conclure. En effet, du 2 août 1990 au printemps 1991, l'attention des ouvriers a été largement monopolisée par la situation au Moyen-Orient. Une telle préoccupation était plus que normale. Depuis longtemps, le prolétariat a fait l'expérience de ce que représente la guerre pour lui : des sacrifices dramatiques, les massacres des populations ouvrières, ses enfants fauchés dans la fleur de l'âge. Face à la

passer au second plan les inquiétudes économiques.

Contrairement aux évènements de l'Est, ceux du Golfe ont été ressentis comme touchant directement la vie des ouvriers des pays avancés d'Occident dans la mesure même où tous ces pays ont été impliqués directement (par l'envoi de forces armées) ou indirectement (par le versement de sommes importantes, comme pour l'Allemagne et le Japon). Cependant, au sein d'une classe ouvrière dont la dynamique de luttes et de prise de conscience des années 80 venait d'être brutalement interrompue par l'effondrement du stalinisme, ces faits n'ont permis aucune mobilisation significative. Un certain nombre d'ouvriers se sont laissés piéger par le déferlement des campagnes bellicistes en faveur de la défense du "droit",

crise du Golfe qui s'aggravait chaque jour, de larges secteurs de la classe ouvrière étaient de nouveau conduits à faire de la "civilisation" et autres mensonges. Quant à ceux qui refusaient de marcher derrière les discours va-t-en guerre de Bush et compagnie, ils n'ont eu d'autre choix que de suivre les banderoles des manifestations pacifistes et inter-classistes réclamant la tenue de "négociations" ou bien de constater amèrement leur isolement impuissant. Ainsi, l'ensemble de la crise du Golfe, d'où le prolétariat a été cruellement absent, où tout s'est déroulé entre "spécialistes" (gouvernements, diplomates, militaires et organisations pacifistes), en développant un profond sentiment d'impuissance dans les grandes masses ouvrières, a conduit à un recul très sensible de la combativité ouvrière.

La guerre n'a pas eu qu'un impact négatif sur le prolétariat. Ce qu'il a perdu en combativité, il l'a gagné, en partie, dans sa prise de conscience. En particulier, la guerre est venue apporter un coup majeur aux bavardages de Bush sur le "nouvel ordre mondial", sur la perspective de "paix" durable qui avait été annoncée avec fracas un an auparavant. De même, la "démocratie" qui venait, à l'Est, de sortir "victorieuse" de son combat contre le "totalitarisme" a fait la démonstration de tout son savoir-faire en matière de contrôle totalitaire des médias, de dissimulation, de mensonge et surtout de massacres. Elle a fait la preuve, aux yeux de nombreux ouvriers, que sa prétendue défense des "droits de l'homme" et de la "civilisation" n'est pas autre chose qu'un ignoble mensonge destiné à masquer et justifier ses crimes.

Ce difficile cheminement de la conscience dans la classe ouvrière allait être de nouveau interrompu, au cours de l'été 1991, par la tentative de putsch de Moscou et par ses conséquences: la disparition du parti communiste d'Union Soviétique, la dislocation de l'URSS, la plongée croissante dans le chaos de cette partie du monde. L'effondrement définitif et la liquidation du parti, du régime et de l'Etat qui se présentaient comme les héritiers directs de la révolution d'Octobre 19917. Estatous emplement médiatisée par le foule des greens de la révolution d'Octobre de la révolution de la révolution d'Octobre de la révolution d'Octobre de la révolution de la révol 1917, l'attaque, amplement médiatisée, par la foule des symboles de cette révolution (statues de Lénine renversées, drapeaux rouges brûlés, etc.) allaient apporter un complément d'efficacité aux campagnes de l'automne 1989. Cette fois-ci, les campagnes, si elles avaient moins d'impact sur le thème de la "victoire" de la démocratie, s'attaquaient en revanche plus en profondeur encore à la perspective révolutionnaire du prolétariat. "C'est la même classe ouvrière qui a fait la révolution en 1917 qui aujourd'hui s'en détourne résolument": voilà ce que laissaient entendre les interviews de la population russe. D'autre part, contrairement à l'effondrement du bloc de l'Est, deux ans auparavant, celui de l'URSS elle-même, avec tous les dangers qu'elle recèle, notamment en matière de risques d'utilisation et de dissémination des armes nucléaires, dangers face auxquels même les bourgeoisies les plus puissantes se retrouvent démunies, a entraîné un renforcement de la paralysie des ouvriers d'Europe occidentale. Cette paralysie a été encore accentuée par le chaos et les massacres en Yougoslavie toute proche face auxquels ces ouvriers se trouvaient incapables de réagir.

Ainsi, au cours de ces deux dernières années, la classe ouvrière des principales concentrations industrielles du monde a subi toute une succession de coups très durs tant contre sa conscience que contre sa combativité. Il n'est donc pas surprenant qu'elle paraisse, à l'heure actuelle, aussi absente de la scène de l'histoire. Cependant, cette absence ne pourra être que temporaire car les conditions qui l'ont permise sont, à terme, appelées à disparaître.

LES LIMITES DU RECUL DE LA CLASSE OUVRIERE

En effet, le recul de la combativité du prolétariat ne saurait se maintenir indéfiniment. L'impact des campagnes destinées à donner un sentiment d'impuissance à la classe ouvrière va nécessairement s'estomper avec le temps et la bourgeoisie ne pourra sans limite utiliser les mêmes armes idéologiques sans qu'elles ne s'usent. En même temps, l'accumulation du mécontentement que la multiplication des attaques résultant de l'aggravation inexorable de la crise du capitalisme va nécessairement provoquer ouvrira à terme le chemin à des mouvements de grande ampleur qui redonneront confiance à la classe ouvrière et lui rappelleront qu'elle constitue, dès à présent, une force considérable dans la société.

Il est impossible, d'ores et déjà, de prévoir à quel moment

(SUITE PAGE 7)

NOS POSITIONS

- * Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- * La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- * Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- * Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

- une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- * Toutes les idéologies nationalistes, d' « indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'euxmêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.
- * Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- *Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoistes et ex-maoistes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- * Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

- syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- * Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces essemblées.
- * Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petitebourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- * La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale: le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- * La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d' « organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- . La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mêne à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- . Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.